



 **Le Bélier**

**RAPPORT FINANCIER
ANNUEL 2011**



LE BELIER

SOMMAIRE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011

Rapport de gestion au 31 décembre 2011 sur les comptes consolidés et les comptes sociaux	page 3
Comptes consolidés et annexes au 31 décembre 2011.....	page 27
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.....	page 75
Comptes sociaux et annexes au 31 décembre 2011.....	page 77
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	page 101
Attestation du Responsable du Rapport financier annuel.....	page 103

LE BELIER
Société Anonyme à Conseil d'Administration
Au capital de 10 004 822,40 €
Siège social :
33240 VERAC
393 629 779 RCS Libourne

ASSEMBLEE GENERALE DU 24 MAI 2012
RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

COMPTES CONSOLIDES
COMPTES SOCIAUX

RAPPORT DE GESTION

SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2011

1 Périmètre de consolidation

Nous vous rappelons que les sociétés suivantes font partie du périmètre de consolidation.

Entreprises (Activité)	Abréviation	Siège	n° Siret	% de Contrôle	% d'intérêt du groupe
LE BELIER (Holding)	LB	VERAC (33) France	39362977900017	100%	100%
FONDERIES ET ATELIERS DU BELIER (Fonderie d'alliages légers)	FAB	VERAC (33) FRANCE	59615014400019	100%	100%
LE BELIER DALIAN (Fonderie d'alliages légers)	LBD	DALIAN - CHINE	Etrangère	100%	100%
BMP MANFREDONIA Spa (Fonderie d'alliages légers)	BMP	MANFREDONIA - ITALIE	Etrangère	100%	100%
LE BELIER HONGRIE SA (Fonderie d'alliages légers)	LBH	AJKA - HONGRIE	Etrangère	100%	100%
BSM HUNGARY MACHINING Ltd (Usinage)	BSM	SZOLNOK - HONGRIE	Etrangère	100%	100%
LBQ FOUNDRY Sa de CV (Fonderie d'alliages légers)	LBQ	QUERETARO - MEXIQUE	Etrangère	100%	100%
BQ MACHINING Sa de CV (Usinage)	BQM	QUERETARO - MEXIQUE	Etrangère	100%	100%
LE BELIER KIKINDA (Fonderies d'alliages légers)	LBK	KIKINDA- SERBIE	Etrangère	100%	100%
LBO (Location machines)	LBO	VERAC (33) France	40307761300012	100%	100%

- Aucune variation de périmètre au 31 décembre 2011.

2 Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation

2.1 Faits marquants

LE BELIER (Holding) :

- Très bonne performance commerciale avec 69 M€ de prise d'affaires année pleine
- Aboutissement de sujets d'innovation significatifs applicables dès 2012 en production
- Renforcement qualitatif et quantitatif des équipes de développement

FAB (France) :

- La stratégie de FAB en pièces à fort contenu technologique est maintenue tant en Automobile qu'en Aéronautique
- Malgré une croissance de 20% FAB n'a pas progressé économiquement, pénalisée par des difficultés au lancement de nouveaux produits
- L'année 2012 devrait confirmer les progrès ressentis en fin d'année

LBH (Fonderie - Hongrie):

- Maintien de la rentabilité de la plus grosse activité du Groupe
- Lancement du pivot de la série 1 de BMW

BSM (Usinage - Hongrie) :

- Progression importante de l'activité et des résultats
- Beaucoup de lancements de nouveaux produits sur les trois lignes stratégiques du Groupe
- Mise en place de nouveautés en termes de processus de fabrication

LBD (Chine) :

- Petite croissance à l'instar de celle des marchés Chinois et Japonais
- Gros progrès réalisés dans les consommations énergétiques qui font de LBD le site le plus performant du groupe en la matière

LBQ (Fonderie Mexique) et BQM (Usinage Mexique) :

- Croissance des volumes et des résultats à LBQ. Bonne maîtrise du site avec notamment une amélioration claire de la performance
- Gros progrès réalisés à BQM avec un Résultat Opérationnel positif pour la première fois de son histoire. Préparation de nouveaux programmes pour 2012

LBK (Serbie) :

- Forte progression de la rentabilité avec 20% de tonnage supplémentaire
- Préparation de nouveaux produits pour lancement en production en 2012

2.2 Résultats économiques consolidés

2.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé à fin décembre 2011 s'élève à 225 M€, en progression de +14,7% par rapport à 2010.

Corrigée des variations de prix de l'aluminium (+6,2%), la hausse du chiffre d'affaires s'établit à 8,5%.

CA (en K€)	2011	2010	Var° en %
1 ^{er} Trimestre	60 140	45 985	30,8%
2 nd Trimestre	54 427	50 142	8,5%
3 ^{ème} Trimestre	54 549	48 751	11,9%
4 ^{ème} Trimestre	55 887	51 285	9,0%
TOTAL	225 003	196 163	14,7%

CA (en K€)	2011	2010	Var° en %
Fonderies	183 319	158 957	15,3%
Usinage	25 710	26 282	-2,2%
Outillage	10 564	7 180	47,1%
Autres	5 410	3 744	44,5%
TOTAL	225 003	196 163	14,7%

En 2011, le marché le plus contributeur pour le Groupe reste l'Europe avec 17,1% de croissance; une performance qui traduit le dynamisme de l'activité dans un marché européen en léger retrait.

La progression en Amérique du Nord (+10%) profite du renforcement des ventes de véhicules par rapport à 2010. La hausse plus modérée en Asie (+6,2%) est corrélée à un marché chinois en faible croissance et à un marché japonais en retrait en 2011.

Dans le contexte de la continuité de la politique d'allègement et de réduction du CO₂, la performance du Groupe est le fruit de son positionnement stratégique qui lui permet d'offrir une prestation à la fois compétitive et globale sur des produits à fort contenu technologique. De plus, le succès des constructeurs allemands a contribué à cette progression.

Sur 2011, la représentativité des principales familles de produits était la suivante : freinage 66%, suralimentation 14% et liaison au sol 5%.

2.2.2 Résultats

(Valeur en KEUR)	31/12/2011	31/12/2010	Variation 2011/2010
Produit des activités ordinaires	225 486	196 569	14,71%
Résultat opérationnel courant	18 790	15 213	23,51%
Résultat opérationnel	18 469	14 135	30,66%
Résultat net de l'ensemble consolidé	12 710	9 963	27,57%
Résultat net part du groupe	12 710	9 963	27,57%

Grace à une activité en hausse de 14,7 % et à un effort conjugué de maîtrise des coûts et d'amélioration de la productivité et des coûts d'énergie, le résultat opérationnel ressort à 18,5 M€ contre 14,1 M€ au 31/12/2010, en hausse de plus de 30%.

Le coût de l'endettement financier net est en légère baisse sur l'exercice (-1,6 M€ contre - 1,7 M€ en 2010), mais du fait du résultat de change favorable en 2010 pour 1,3 M€ (essentiellement du change latent), alors qu'en 2011 le résultat lié au change est proche de 0, le résultat financier total s'élève à -1,6 M€ en 2011 contre -0,4 M€ en 2010.

Le résultat avant impôt est en hausse à 16,9 M€ contre 13,7 M€ en 2010.

Après une charge d'impôt de -4,2 M€ qui provient des filiales taxables hongroises et chinoise, le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 12,7 M€ en 2011, soit 5,6% du chiffre d'affaires production, contre 10 M€ en 2010 (5,1%).

2.2.3 Effectifs au 31/12/2011 des sociétés consolidées

L'effectif du Groupe s'élève à 2 371 personnes disponibles au 31/12/2011, contre 2 279 personnes disponibles au 31/12/2010.

L'effectif moyen 2011 est de 2 359 personnes contre 2 253 en 2010.

2.2.4 Structure financière et variation d'endettement

La capacité d'autofinancement progresse pour atteindre 27,1 M€ sur l'exercice, soit 12% du CA.

Les investissements industriels réalisés en 2011 s'élèvent à 11 M€ contre 6,2 M€ en 2010, en réponse aux besoins liés à l'industrialisation des nouveaux produits.

En 2011, le Groupe a levé en Hongrie et en France des crédits moyen terme pour un montant de 9,7 M€ et en parallèle en a remboursé à hauteur de 14,6 M€.

Au travers du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions, le Groupe a racheté 418 859 titres LE BELIER pour un montant de 3,1 M€ afin de les affecter au plan d'options d'achat d'actions et au plan d'attribution gratuite d'actions consentis aux cadres et dirigeants du Groupe lors du Conseil d'administration du 28/06/2011.

La trésorerie nette à la clôture est en excédent de 26 M€ contre 21,5 M€ fin 2010.

Enfin, l'endettement net du Groupe poursuit sa baisse à 21,1 M€ en 2011 contre 30,6 M€ à fin 2010, soit un gearing de 0,4 sur les capitaux propres contre 0,7 à fin 2010.

2.2.5. Immobilisations corporelles nettes par pays

en K€	31/12/2011	31/12/2010	Variation 2011 / 2010
France	11 663	10 731	8,7%
Chine	4 902	4 384	11,8%
Hongrie	18 810	22 353	-15,9%
Mexique	8 257	10 735	-23,1%
Serbie	6 887	6 605	4,3%
Total	50 519	54 808	-7,8%

2.2.6 Investissements

Le tableau représente nos investissements y compris les locations financières et crédits- baux mais hors immobilisations financières et écarts d'acquisition.

(valeurs en KEUR)	2011	2010
Biens incorporels	63	172
Terrains, batiments et aménagements	455	236
Matériel industriel	8 056	4 628
Autres immo corporelles	286	320
Immobilisations en cours et acomptes	2 105	819
TOTAL PAR NATURE	10 965	6 175
France	2 879	1 011
Hongrie	4 255	2 646
Chine	954	1 148
Mexique	1 029	495
Serbie	1 848	875
TOTAL PAR USINE	10 965	6 175

2.2.7 Transactions avec les parties liées

Aucune transaction entre parties liées n'a influencé significativement la situation financière ni la performance du Groupe au cours de l'exercice 2011.

La nature des transactions réalisées par Le Bélier avec des parties liées est exposée dans la note 4.5 de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice 2011. Elles concernent essentiellement la société Le Bélier Participations qui contrôle Le Bélier.

3 Activité en matière de recherche et de développement du Groupe

Le Groupe met en œuvre de façon permanente des travaux d'innovation afin de rendre plus performants ses produits et procédés sur les questions du coût, du poids et de la qualité. Le résultat abouti de ces travaux est mis à disposition de produits nouveaux que le Groupe est amené à développer et à mettre ensuite en production.

En 2011 le montant des frais de recherche et développement directement enregistrés en résultat s'élève à 678 K€, dont 625 K€ de frais de personnel, contre respectivement 901 et 841 K€ en 2010.

4 Informations sociales

4.1 Politique du Groupe

L'ambition du Groupe en matière sociale est de contribuer au développement des compétences de chaque salarié et de proposer des perspectives réalistes d'évolution, dans l'objectif d'une amélioration de la performance en cohérence avec le développement du Groupe.

A cette fin, la démarche du Groupe s'appuie sur les actions suivantes :

- L'intégration des nouveaux collaborateurs,
- La communication,
- L'évaluation et le développement des compétences,
- La formation,
- Le développement de la Qualité du Management établi sur la base des valeurs du Groupe,
- L'organisation,
- La sécurité.

La politique du Groupe en matière d'égalité professionnelle est clairement de ne pas différencier à l'embauche les rémunérations des femmes et des hommes.

4.2 Autres informations

Les effectifs du Groupe sont présentés au point 2.2.3 de ce rapport.

Le montant des salaires et charges sociales comptabilisés en 2011 est indiqué au point 3.1.2 des notes annexes aux comptes consolidés du Groupe.

Il n'y a pas eu de modification de la durée du temps de travail.

5 Informations environnementales

Conscient de ses responsabilités vis-à-vis de l'environnement et des générations futures, le Groupe a choisi le respect de l'environnement comme l'une de ses valeurs fondamentales. Chacun de ses membres l'applique dans ses comportements au quotidien.

Par ailleurs, dans le respect de la Politique environnementale définie au niveau du Groupe en mars 2007, chacune des filiales met en œuvre un Système de Management de l'Environnement (SME) et s'engage dans l'évaluation des impacts sur l'environnement et la prévention des pollutions ainsi que dans le respect des exigences réglementaires.

Ce système est défini au niveau du Groupe suivant les exigences de la norme ISO 14001. Quatre filiales du Groupe sont dorénavant certifiées ISO 14001.

En 2011, les dépenses en énergie (gaz, électricité, eau) du Groupe ont une nouvelle fois diminué de 6,6% en KWH/T et 8,1% en €/T.

6 Événements importants intervenus entre la date d'arrêt des comptes consolidés et la date d'établissement du présent rapport

Néant.

7 Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Nos marchés automobiles de référence sont prévus en légère croissance en 2012 (Europe, Amérique du Nord, Asie du Nord-est) selon les informations des experts en ce début d'année. On note une diminution en Europe et une progression sur les autres continents.

Grâce aux programmes acquis ces dernières années, Le Bélier devrait faire mieux que le marché en 2012 et confirme sa vision d'un volume de 47 000T pour 2013 à comparer à 44 000T en 2011.

Les principaux enjeux industriels se situent au niveau de l'industrialisation des produits nouveaux (75 lancements nouveaux en 2012 contre 45 et 28 réalisés respectivement en 2011 et 2010) qui constitueront les bases de cette croissance. Ces industrialisations s'accompagneront d'un niveau d'investissement en nette progression.

8 Principaux risques et incertitudes

Risque de liquidité

En 2011, suite aux actions menées en 2010, les facteurs de risque financiers ont de nouveau diminué, grâce au Free Cash-Flow positif et à la bonne performance économique réalisés par le Groupe.

Le Groupe reste vigilant sur l'activité, sur l'ensemble des continents, qui peuvent être soumis à des événements économiques ou politiques influençant le secteur automobile et est prêt à mettre en œuvre des actions de flexibilité efficace.

Néanmoins, indépendamment de l'optimisation de ses flux d'exploitation, le Groupe doit disposer de ressources financières pour financer son activité courante, les investissements nécessaires à son important développement et ses engagements de financement moyen terme.

C'est la raison pour laquelle le risque de liquidité fait toujours l'objet d'un suivi précis et régulier.

Au cours de la période, le Groupe a finalisé les négociations suivantes :

- Obtention en Hongrie de nouveaux financements à moyen terme pour 5,5 M€,
- Obtention en France de nouveaux financements à moyen terme pour 3 M€ et d'une avance remboursable de la Région pour 1,2 M€.

Face aux réalisations de 2011 et au regard d'une solidité financière avérée, le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

A l'étranger, les emprunts et dettes financières contractés en Hongrie (21,6 M€ au 31 décembre 2011) comportent des clauses de type covenants financiers à respecter, calculés sur la base des comptes consolidés annuels:

- Ratio EBITDA / variation nette de la dette long et moyen terme supérieur à 2 ;
- Ratio dettes long et moyen terme / EBITDA inférieur à 4,29.

Au 31 décembre 2011, ces covenants sont respectés.

Pour information, les deux partenaires bancaires hongrois ont exprimé le souhait de ne pas voir le Groupe LE BELIER distribuer de dividendes durant la période de garantie des prêts qu'ils ont accordés.

Les autres emprunts et dettes financières contractés (Mexique, Serbie, Chine et France) ne comportent pas de clauses de type covenants financiers à respecter.

Le Groupe prévoit d'être en mesure de respecter ses obligations financières sur les douze prochains mois.

Risque de crédit

Le risque de crédit sur les clients est géré par chaque ligne opérationnelle en fonction des politiques, procédures et contrôle de gestion de risque de crédit mis en place par le Groupe.

Cependant, même si les clients font l'objet d'une attention toute particulière en termes de risque et délais de règlement, le Groupe estime que l'évolution favorable des marchés contribue à la diminution des risques d'insolvabilité.

9 Utilisation des instruments financiers

La politique du Groupe en matière de risque de taux et de change est la suivante :

Risque de taux

- La politique est de favoriser les prêts à taux fixe. Si les conditions de marché ne permettent pas la réalisation de cette priorité, le prêt est indexé à un taux variable EURIBOR ou LIBOR USD,
- Le Groupe utilise plusieurs types d'instruments pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition entre dettes à taux fixe et dettes à taux variable,
- Le contrat d'échange « SWAP » permet au Groupe d'emprunter à long terme à taux variable et d'échanger le taux de la dette ainsi levée dès son origine ou pendant la durée de l'emprunt, contre un taux fixe,
- Le plafond de taux « CAP » permet au Groupe, moyennant le paiement d'une prime, de fixer une limite maximale au coût d'un emprunt libellé en taux variable.

La note 4.7 de l'annexe aux comptes consolidés précise notamment :

- l'analyse de sensibilité,
- La ventilation de la dette soumise à taux variable et à taux fixe.

Risque de change

- Risque de change sur endettement : la politique du Groupe est que chaque société s'endette dans la devise de sa zone opérationnelle,
- Risque sur les flux opérationnels libellés en devises autres que la devise opérationnelle :
 - pour les achats : en Hongrie, couverture en devise locale des achats auprès des fournisseurs locaux ainsi que des coûts salariaux ;
 - pour les ventes : pour mémoire, la devise de facturation pour la Hongrie et la Serbie est l'euro, pour le Mexique et pour la Chine, principalement l'USD.

Les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une gestion centralisée et ont pour objet de réduire l'exposition au risque de change sur les flux futurs de ses transactions ainsi qu'au risque de fluctuation de taux d'intérêt sur les flux de ses emprunts. Ils ne relèvent d'aucun objectif spéculatif.

Il est précisé qu'au 31 décembre 2011, aucun instrument de couverture de change n'était en vigueur et que, à ce jour, le Groupe n'a pas mis en place de contrat de couverture de change sur 2012.

Les informations relatives à l'analyse de sensibilité sont présentées dans la note 4.7 de l'annexe aux comptes consolidés.

RAPPORT DE GESTION

SUR LES COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2011

AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

I - SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

L'exercice 2011 a été marqué par :

En 2011, la Société a renforcé son plan innovation afin de renforcer sa compétitivité.

Les opérations de liquidation de la filiale italienne BMP se sont poursuivies au cours de l'exercice 2011, et une provision complémentaire pour dépréciation du compte courant de 798 K€ a été constituée.

Le Bélier a accordé son soutien à ses filiales notamment à FAB en renonçant à percevoir les loyers pour l'ensemble immobilier en 2011, décision reconductible lors du Conseil d'administration qui arrêtera les comptes de l'exercice clos au 31/12/2011.

L'Assemblée Générale du 24/05/2011 a autorisé le Conseil d'administration à mettre en place un plan d'options d'achat d'actions et un plan d'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 28/06/2011 en a défini les modalités.

Les rachats de titres effectués dans ce cadre en 2011 sont détaillés dans le paragraphe XXIII.

II - EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE D'ARRETE DES COMPTES SOCIAUX ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT

Néant

III - RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS DES COMPTES SOCIAUX

Au titre de l'exercice 2011 :

- Le chiffre d'affaires s'est élevé à 14.557 K€ contre 12.361 K€ au titre de l'exercice 2010.
- Le total des produits d'exploitation s'élève à 15.356 K€ contre 13.115 K€ au titre de l'exercice 2010
- Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 14.839 K€ contre 12.959 K€ au titre de l'exercice 2010.
- Le résultat d'exploitation ressort à 520 K€ contre 156 K€ au titre de l'exercice 2011.
- Compte tenu d'un résultat financier de 5.002 K€ (dont 4.775 K€ de dividendes reçus des filiales), le résultat courant avant impôt ressort à 5.522 K€ contre 2.160 K€ pour l'exercice 2010.
- Le résultat exceptionnel ressort à -372 K€ contre - 280 K€ au titre de l'exercice 2010.
- Compte tenu de ces éléments, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 5.348 K€ contre un bénéfice de 1.973 K€ au titre de l'exercice précédent.

Sont joints en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R.225-102 alinéa 2 ainsi que le tableau des variations des capitaux propres tel qu'il figure en annexe des comptes sociaux.

IV - ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE

La Société met en œuvre de façon permanente un travail sur des projets d'innovation afin de rendre plus performants ses produits et procédés tant sur la question du coût que celle du poids de ses produits ainsi que sur celle de la qualité. Le résultat abouti de ces travaux est mis à disposition de produits nouveaux que la Société est amenée à développer et à mettre ensuite en production.

En 2011 le montant des frais de recherche et développement directement enregistrés en résultat s'élève à 678 K€, dont 625 K€ de frais de personnel, contre respectivement 901 et 841 K€ en 2009.

V - ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Activité et résultat

Le chiffre d'affaires est conforme aux modalités de refacturation des frais de Groupe.

Le résultat d'exploitation a augmenté de 364 K€, alors que les produits d'exploitation augmentent de 17,1%. Ce résultat s'explique principalement par :

- une augmentation significative de la masse salariale, notamment en raison de la mise en place des plans d'attribution gratuite d'actions et d'options d'achat d'actions à hauteur de 1.036 K€,
- La réduction de 14% des autres achats et charges externes n'a compensé que partiellement cette hausse des coûts de personnel.

Le résultat financier poursuit son amélioration avec une augmentation de 2.999 K€ par rapport à 2010 en raison principalement des dividendes reçus de 4475 K€ en 2011 contre 1354 k€ en 2010. La Société a repris des provisions pour dépréciation de titres à hauteur de 1.483 K€, Les impacts nets de change ont été modérés en 2011, avec -90 k€ contre +294 k€ en 2010.

Le résultat exceptionnel se dégrade de 92 K€, principalement en raison d'une dotation aux provisions pour risque et charge de 120 K€ lié au contrôle URSAFF en cours.

La Société bénéficie d'un crédit d'impôt recherche de 197 K€, portant ainsi son résultat net à 5.348 K€ contre 1.793 K€ en 2010, l'essentiel de cette variation étant lié aux éléments financiers exposés ci-dessus.

Situation financière

La Société poursuit le renforcement de sa situation financière. En 2011, elle a souscrit 2 nouveaux emprunts pour un montant total de 3 M€.

La trésorerie nette à la clôture est en excédent de 17 M€ contre 15 M€ fin 2010.

VI - PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Toutes précisions et justifications figurent en annexe.

VII - DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

Au 31 décembre 2011, le compte fournisseurs présente un solde créditeur de 717 K€, pour 1.191 K€ en 2010.

Ce solde se décompose comme suit:

- fournisseurs tiers français : 240 K€ en 2011, pour 295 K€ en 2010,
- fournisseurs tiers étrangers : 8 K€ en 2011, pour 2 K€ en 2010,
- fournisseur Groupe : 271 K€ en 2011, pour 213 K€ en 2010,
- fournisseurs – factures non parvenues : 197 K€ En 2011 pour 681 K€ en 2010.

La Loi de Modernisation de l'Économie a instauré à compter du 1er janvier 2009 un plafond des délais de règlement à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture (ou 45 jours fin de mois). Lorsque ce seuil est dépassé, les fournisseurs français de la Société ont droit à des pénalités de retard de paiement correspondant à 3 fois le taux de l'intérêt légal.

Le compte fournisseur au 31 décembre 2011 est constitué de :

- factures non échues à hauteur de 388 K€ (384 K€ en 2010) pour lesquelles les délais de règlement sont conformes à la loi,
- factures émises par des tiers, échues depuis moins de 30 jours à hauteur de 13 K€ (12 K€ en 2010),
- factures émises par des filiales et échues depuis moins de 30 jours à hauteur de 39 K€ (1 K€ en 2010), et depuis plus de 30 jours à hauteur de 79 K€ (112 K€ en 2010),
- le solde correspond à des factures en litige.

VIII - FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau des filiales et participations est joint en annexe.

Les principaux commentaires relatifs à l'activité des filiales sont donnés dans l'exposé relatif à l'activité des sociétés du Groupe relatée dans la première partie de ce rapport.

IX - AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 5.347.715,68 euros augmenté du report à nouveau positif antérieur de la manière suivante :

Origine :

- Report à nouveau antérieur : 13.098.327,44 euros
- Résultat bénéficiaire de l'exercice : 5.347.715,68 euros

Affectation :

- Au compte « report à nouveau » : 18.446.043,12 euros
-

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la Société n'a pas distribué de dividendes au cours des trois derniers exercices.

X - DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies de CGI, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge 69.332 € de dépenses non déductibles fiscalement dont 13.203 € au titre de la part non déductible fiscalement des jetons de présence distribués par l'AG du 24/05/2011.

Toutefois, la Société n'a pas à supporter d'impôt en raison desdites dépenses et charges.

XI - INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX**Liste des mandats sociaux**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1, al.4 du Code de commerce, nous vous communiquons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

NOM	SOCIETES	FONCTIONS
Philippe GALLAND	<u>Groupe</u> LE BELIER Le Bélier Hongrie LBQ Foundry SA de CV BQ MACHINING SA de CV Le Bélier Dalian BV Hungary Machining BMP Manfredonia SpA Le Bélier Kikinda d.o.o LBO SARL <u>Hors Groupe</u> LE BELIER PARTICIPATIONS SAS GALLAND SAS COPERNIC SAS Société Civile de Choisy le Roi	Président du Conseil d'administration Président du Conseil de Surveillance Président du Conseil d'Administration Président du Conseil d'Administration Représentant du BELIER en qualité de Président du Conseil d'Administration Président du Conseil de Surveillance Président du Conseil d'Administration Représentant du BELIER en qualité de Président du Conseil de Surveillance Gérant Président Président Président du Comité d'administration Gérant
Philippe DIZIER	<u>Groupe</u> LE BELIER Fonderies et Ateliers du Bélier Le Bélier Hongrie BV Hungary Machining BMP Manfredonia SpA Le Bélier Dalian <u>Hors Groupe</u> COPERNIC SAS TFFF	Directeur Général, Administrateur Président du Conseil d'Administration Président du Conseil d'Administration Membre du Conseil de Surveillance Administrateur Simple Administrateur Membre du Comité d'administration Gérant
LE BELIER PARTICIPATIONS SAS	<u>Groupe</u> LE BELIER	Administrateur

Denis GALLAND	<u>Groupe</u> LE BELIER <u>Hors Groupe</u> LE BELIER PARTICIPATIONS SAS COPERNIC SAS	Représentant permanent de LE BELIER PARTICIPATIONS, Administrateur Directeur Général, Administrateur Membre du Comité d'administration
Noële GALLAND	<u>Groupe</u> LE BELIER <u>Hors Groupe</u> COPERNIC SAS SCEA du Château de Brague	Administrateur Membre du Comité d'administration Gérante
CONSOLIDATION ET DEVELOPPEMENT GESTION	<u>Groupe</u> LE BELIER <u>Hors Groupe</u> GIRARD-AGEDISS SAS GIMAEX SA MARCHAL TECHNOLOGIES SAS THOMSON VIDEO NETWORKS SAS KEPLER SAS FINANCIERE CHANTIERS BAUDET SA	Administrateur Membre du Comité de surveillance Membre du conseil de surveillance Membre du Comité stratégique Membre du Comité de Surveillance Membre du Comité d'administration Administrateur
Charles Henri ROSSIGNOL (fin de mandat le 22/09/2011)	<u>Groupe</u> LE BELIER <u>Hors Groupe</u> EQUINOXE INDUSTRIES SARL TRIANON SCI COPERNIC SAS GLOBAL CAST SAS SPS SAS	Représentant permanent de CONSOLIDATION ET DEVELOPPEMENT GESTION, Administrateur Gérant Gérant Membre du comité d'administration Membre du comité d'administration Membre du comité d'administration
Amélie BROSSIER (début de mandat le 22/09/2011)	<u>Groupe</u> LE BELIER <u>Hors Groupe</u> COPERNIC SAS CONSOLIDATION ET DEVELOPPEMENT GESTION DAILYMOTION SA GERARD PERRIER INDUSTRIE SA THOMSON VIDEO NETWORKS SAS KEPLER SAS	Représentant permanent de CONSOLIDATION ET DEVELOPPEMENT GESTION, Administrateur Membre du Comité d'administration Membre du Directoire Représentant permanent du FONDS STRATEGIQUE D'INVESTISSEMENT, Administrateur Membre du Conseil de Surveillance Représentant permanent de CONSOLIDATION ET DEVELOPPEMENT GESTION, membre du Comité de Surveillance Représentant permanent de CONSOLIDATION ET DEVELOPPEMENT GESTION, membre du Comité d'administration
COPERNIC SAS	<u>Groupe</u> LE BELIER	Administrateur
Thierry RIVEZ	<u>Groupe</u> LE BELIER Fonderies et Ateliers du Bélier BV Hungary Machining Le Bélier Hongrie <u>Hors Groupe</u> K Management	Directeur Général Délégué, Représentant permanent de COPERNIC, Administrateur Administrateur Membre du Conseil de surveillance Membre du Conseil de surveillance Gérant
Christian LOSIK	<u>Groupe</u> LE BELIER	Administrateur

Rémunération des mandataires sociaux

En raison de leurs fonctions de membres du Conseil d'Administration, ces derniers ont perçu une rémunération de 1.011 K€.

Le Conseil d'administration, dans sa séance du 28 juin 2011, a décidé, en application de l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 24 mai 2011 d'attribuer à Monsieur Philippe DIZIER, Directeur Général et à Monsieur Thierry RIVEZ, Directeur Général Délégué, des options d'achat d'actions et des actions gratuites de la Société, dont l'exercice ou l'attribution définitive sont soumis à des conditions de performance internes du Groupe, à savoir :

	Options d'achat d'actions	Actions gratuites
Philippe DIZIER	114.104	76.069
Thierry RIVEZ	95.086	63.391

Conformément aux dispositions des articles L.225-185 et L.225-197-1 II du Code de commerce, le Conseil a décidé que les dirigeants mandataires sociaux devront conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions 15% des actions issues de l'exercice des options qui leur ont été consenties et 15% des actions gratuites qui leur ont été attribuées.

Le Président, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué bénéficient, au même titre que les cadres dirigeants de la Société, d'une couverture collective complémentaire au titre de la retraite, de la prévoyance et des frais de santé.

La rémunération totale et les avantages de toute nature versés par la Société durant l'exercice écoulé à l'ensemble des mandataires sociaux s'élèvent à 1.016 K€.

Par ailleurs, les mandataires sociaux de la Société ont perçu au titre de l'exercice écoulé de la part des sociétés contrôlées par le Groupe des jetons de présence à hauteur de 135 K€.

REMUNERATIONS BRUTES ET AVANTAGES PAYES EN 2011 EN EUROS

NOM	MANDAT SOCIAL	CONTRAT TRAVAIL	AVTGES NAT (1)	JETONS /ETC	TOTAL
P. GALLAND LB (1/1/11 - 31/12/11)	273 686		2 629		276 315
P. DIZIER LB (1/1/11 - 31/12/11)	401 605	suspendu	3 008	60 000	464 613
T. RIVEZ représentant permanent COPERNIC LB (01/01/11 - 31/12/11)	335 333			50 000	385 333
D. GALLAND représentant permanent LBP LB (1/1/11 - 31/12/11)					-
C.H. ROSSIGNOL représentant permanent FCDE LB (01/01/11 - 22/09/11)					-
A. BROSSIER représentant permanent FCDE LB (22/09/11 - 31/12/11)					-
N. GALLAND LB (24/05/11 - 31/12/11)				10 000	10 000
C. LOSIK LB (01/01/11 - 31/12/11)				15 000	15 000
TOTAL	1 010 624	-	5 637	135 000	1 151 261

(1) véhicule

Les rémunérations comportent une part variable ou exceptionnelle de 165 K€. Par ailleurs, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué bénéficient d'un contrat d'assurance chômage pris en charge par la Société. Le coût de ce contrat s'est élevé à 14 K€ euros en 2011.

La Société n'a pas d'autre engagement au titre des mandats sociaux.

Il est toutefois précisé qu'à la date de cessation de ses fonctions de Directeur Général, les effets du contrat de travail de Monsieur Philippe DIZIER en qualité de Directeur des Opérations seront rétablis de plein droit.

XII – EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Les études de marché récentes anticipent une légère croissance du marché automobile mondial, plus particulièrement en Amérique du Nord, modérément en Chine et en diminution en Europe. Le Groupe devrait faire mieux que le marché en 2012.

De plus avec 44 000 tonnes vendues en 2011, l'objectif de 47 000 tonnes pour 2013 reste logiquement à la portée du Groupe.

Les enjeux industriels seront l'industrialisation de produits nouveaux et le renforcement des installations par de l'investissement.

XIII - UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

En 2011, la Société n'a pas utilisé d'instruments financiers.

XIV - INFORMATIONS SUR LA DETENTION DU CAPITAL PAR CERTAINS ACTIONNAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 233-13 du Code du Commerce, et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

- COPERNIC possède plus de 50 % du capital et des droits de vote de la Société,

Au cours de l'exercice écoulé, les modifications suivantes sont intervenues :

Le 28 mars 2011, la société BESTINVER GESTION, SGIIC, SA a fait une déclaration de franchissement de seuil à la baisse pour atteindre 4,93% de détention du capital et des droits de vote de la Société.

Le 23 mai 2011, la société DUAENIP a fait une déclaration de franchissement de seuil à la baisse pour atteindre 4,84% de détention du capital et des droits de vote de la Société.

XV - ETAT RECAPITULATIF ETABLI EN APPLICATION DE L.621-18-2 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER

La Société a eu connaissance d'opérations intervenues dans le cadre de l'article L 621-18-2 du Code Monétaire et Financier, au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2011, à savoir :

Monsieur Philippe GALLAND, Président du Conseil d'administration a procédé à l'acquisition d'actions de la Société aux dates suivantes :

Déclaration et information AMF	Montant de l'acquisition	Prix/action
Déclaration et information n°211D4200 du 2 septembre 2011	4.312 €	7 €
Déclaration et information n°211D4201 du 2 septembre 2011	1.448,65 €	6,9983 €
Déclaration et information n°211D4202 du 2 septembre 2011	871 €	6,9680 €
Déclaration et information n°211D4203 du 2 septembre 2011	13.493,21 €	6,9021 €
Déclaration et information n°211D4204 du 2 septembre 2011	16.212,86 €	6,9138 €
Déclaration et information n°211D4205 du 2 septembre 2011	7.000 €	7 €
Déclaration et information n°211D4827 du 7 octobre 2011	23.011,84 €	6,8022 €
Déclaration et information n°211D4828 du 7 octobre 2011	2.100 €	7 €
Déclaration et information n°211D6013 du 20 décembre 2011	11.238,50 €	6,65 €

XVI - CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 5 du Code de commerce, nous vous donnons ci-après les informations relatives à la prise en compte des conséquences sociales et environnementales de notre activité :

Compte tenu de son activité de holding, la Société n'a pas d'information particulière à communiquer dans ce cadre.

XVII - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-2 du Code de commerce, nous vous donnons ci-après les informations sur la politique de prévention du risque d'accident technologique, sur la couverture responsabilité civile de la Société et sur les moyens prévus pour assurer la gestion de l'indemnisation des victimes en cas d'accident technologique :

Compte tenu de son activité de holding, la Société n'a pas d'information particulière à communiquer dans ce cadre.

XVIII – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes sont décrits au point 8 de la première partie de ce rapport.

XIX - POLITIQUE SOCIALE**Evolution des effectifs**

	2011	2010	2009	2008
Cadres	69	60	59	67
Non cadres	29	26	20	24
TOTAL	98	86	79	91

Les chiffres présentés sont en effectifs de fin de période.
La moyenne d'âge est de 42 ans. L'ancienneté est de 10 ans.

XX – PRISES DE PARTICIPATION ET DE CONTROLE

NEANT

XXI – AUTO CONTROLE ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Détention d'actions propres : 418.959

Options de souscription d'actions : néant

La Société n'a pas mis en place de nouveaux plans d'option de souscription d'actions depuis l'expiration des précédents au 30/06/2005.

XXII - PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code du Commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2011 : 0,66%

XXIII - INFORMATIONS RELATIVES AUX OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET AUX ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS

La Société a mis en place en 2011 :

- un plan d'options d'achat d'actions à hauteur de 365.308 actions de la Société représentant 5,55% du capital de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-184 du Code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans son rapport spécial, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L.225-177 à L.225-186 du Code de commerce.

- un plan d'attribution gratuite d'actions à hauteur de 263.284 actions de la Société représentant 4% du capital de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-197-4 du Code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans son rapport spécial, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L.225-197-1 à L.225-197-3 du Code de commerce.

XXIV - DETENTION D' ACTIONS PROPRES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RACHAT

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 al.2 du Code du Commerce, nous vous rendons comptes des opérations d'achat et de vente effectuées sur nos propres actions au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2011 :

Dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions et d'attribution gratuite d'actions :

Nombre d'actions achetées : 412.820

Nombre d'actions vendues : 0

Cours moyen des achats : 7,44 €

Cours moyen des ventes : 0

Nombre des actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice : 412.820

Valeur au cours d'achat : 3.072 k€

Valeur nominale : 1,52 €

Motifs des acquisitions : Plan d'attribution gratuite d'actions et plan d'option d'achat d'actions

Fraction du capital que représentent les actions détenues : 6,27 %

Dans le cadre du contrat de liquidité :

Nombre des actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice : 6.139

Valeur au cours de clôture : 42 k€

Valeur nominale : 1,52 €

Motifs des acquisitions : animation du cours de bourse de l'action

Fraction du capital que représentent les actions détenues : 0,10 %

XXV - PROGRAMME DE RACHAT DES ACTIONS

Nous vous rappelons que l'Assemblée générale mixte en date du 24 mai 2011 a autorisé le Conseil d'administration à racheter des actions de la Société dans une limite de 10% du capital.

Ce programme s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, ainsi que du Règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la Directive « Abus de marché » entré en vigueur le 13 octobre 2004.

La Société a fait partiellement usage de cette autorisation au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2011, et souhaite en prolonger la durée.

Les actions propres détenues par la Société seront utilisées par ordre de priorité décroissant, en vue de :

- Assurer l'animation du cours de bourse de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions à des salariés et des mandataires sociaux du Groupe et céder ou attribuer des actions aux salariés dans le cadre des dispositions légales,
- Procéder à l'acquisition d'actions en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société.

La Société envisage l'annulation des actions qu'elle serait éventuellement amenée à détenir.

Cette autorisation permettra à la Société de procéder au rachat de ses propres actions :

- Sur une période de 18 mois suivant la date de l'assemblée générale, soit jusqu'au 24 novembre 2013.

- Dans la limite du plafond de 10 % du capital social de la Société arrêté à la date de l'assemblée générale ordinaire du 24 mai 2012, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital social de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée générale. À un prix maximal unitaire de 30 € par action.
- Part maximale du capital acquise sous forme de blocs de titres : Néant.

Dans le cadre de sa gestion financière globale, la Société se réserve la possibilité d'utiliser une partie de sa trésorerie disponible pour financer les rachats d'actions, de recourir à l'endettement à court et moyen terme pour financer les besoins additionnels qui excéderaient son autofinancement.

Le programme de rachat n'aura pas d'incidence financière significative sur le bénéfice net par action et les capitaux propres par action.

Tous éléments d'information complémentaires sont contenus dans le document de référence établi par la Société, à la disposition du public sur simple demande, et mis en ligne sur le site de la Société et celui de l'AMF.

XXVI - CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION (C. COM. ART. L.225-100-3)

En application de l'article L.225-100-3 du Code de commerce, nous devons exposer et, le cas échéant, expliquer un certain nombre d'éléments lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique.

L'objectif de cette mesure est d'assurer la transparence sur des informations pouvant avoir une influence sur le déroulement d'une offre publique d'acquisition.

En conséquence, et conformément à l'article L.225-100-3 du Code de commerce, nous vous communiquons les informations visées par cet article.

1° La structure du capital de la Société

Actionnariat	Situation au 31/12/2011		Situation au 31/12/2010	
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
Copernic SAS	3 796 771	57.68%	3 796 771	57.68%
Divers Famille GALLAND	12 756	0.19%	1 996	0.03%
Total Famille GALLAND	3 809 527	57.88%	3 798 767	57.71%
LE BELIER (autodétention)	418 959	6.37%	0	0.00%
FCPE	43 300	0.66%	37 500	0.57%
PUBLIC (*)	2 310 334	35.10%	2 745 853	41.72%
TOTAL	6 582 120	100.00%	6 582 120	100.00%

(*) Dont Famille Pineaud (Franchissement de seuil DUANIP le 23/05/11)	Inférieur à 5%	805 476	12.24%
--	----------------	---------	--------

2° Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L.233-11 : *non applicable*.

3° Les participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L.233-7 et L.233-12 (participations significatives et d'autocontrôle) : cf. *paragraphe XIV : Informations sur la détention du capital par certains actionnaires*

4° La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci : *non applicable*

5° Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier : cf. *paragraphe XXI Participation des salariés au capital.*

6° Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote :

Le 13 décembre 2003, les actionnaires membres du groupe GALLAND ont signé un Engagement Collectif de Conservation d'Actions.

Le 29 octobre 2004, les actionnaires membres du groupe GALLAND ont signé un avenant à l'Engagement Collectif de Conservation d'Actions du 13 décembre 2003, dans le souci d'harmoniser la politique familiale de détention des titres de la Société LE BELIER.

Cet avenant prévoit notamment :

- *Un droit de préférence que les actionnaires membres du groupe GALLAND consentent à Monsieur Philippe GALLAND, en cas de transfert d'actions, même entre actionnaires,*
- *Un droit de cession conjointe et proportionnelle consenti entre par les actionnaires à Monsieur Philippe GALLAND, en cas de transfert d'actions,*
- *Un engagement de détention des titres qui a pour objet la conservation par l'ensemble des Actionnaires d'une quotité d'actions portant sur au moins 20 % du capital et des droits de vote de la Société LE BELIER en vue notamment de leur permettre de bénéficier des dispositions de l'article 885 I bis du Code général des impôts,*
- *Un engagement de se présenter aux assemblées et à voter à l'ensemble des décisions collectives de la Société dans le même sens que celui préalablement indiqué par à Monsieur Philippe GALLAND, afin de conserver une unité dans la stratégie de gestion de la Société LE BELIER et afin de préserver son intérêt social.*

Le 28 décembre 2009, les actionnaires membres du groupe GALLAND ont signé un avenant à l'Engagement Collectif de Conservation d'Actions du 13 décembre 2003. Cet avenant prévoit notamment la prorogation de sa durée jusqu'au 31 décembre 2010 et sa tacite reconduction par périodes d'un an à compter de cette date.

7° Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ou du directoire ainsi qu'à la modification des statuts de la Société :

ARTICLE 12 - Conseil d'administration

1 - Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

2 - En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

3 - Chaque administrateur doit être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire d'au moins une action.

4 - La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

5 - Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

6 - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

7 - En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

8 - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

9 - Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

8° Les pouvoirs du conseil d'administration ou du directoire, en particulier l'émission ou le rachat d'actions : cf. § ci-dessus « Programme de rachat d'actions ».

9° Les accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts : non applicable.

10° Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou du directoire ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique. Cinq personnes sont concernées pour un montant total de 595.008 €. Ce montant couvre notamment Monsieur Philippe DIZIER dont le contrat de travail est suspendu.

XXVII - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous allons maintenant vous donner lecture du rapport général de vos commissaires aux comptes et de leur rapport spécial sur les conventions visées aux articles L.225-38 et s. du Code du Commerce.

XXVIII - JETONS DE PRESENCE

Enfin, vous aurez à vous prononcer sur l'attribution de jetons de présence pour l'exercice 2011 à votre Conseil d'administration.

Nous vous proposons d'attribuer la somme de 200.000 euros aux membres du Conseil.

XXIX – RENOUELEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

Nous vous proposons de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe DIZIER qui vient à expiration à l'issue de la prochaine assemblée générale pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

Monsieur Philippe DIZIER a fait savoir par avance qu'il acceptait le renouvellement de ses fonctions et n'était frappé d'aucune mesure ou incapacité susceptible de lui en interdire l'exercice.

XXX – RENOUELEMENT DU MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES ET SUPPLEANTS

Nous vous proposons de renouveler, pour une nouvelle période de six exercices venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue en 2018 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2017, les mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants qui viennent à expiration à l'issue de la prochaine assemblée générale, à savoir :

- Société ACEFI CL, Commissaire titulaire
- Société ERNST AND YOUNG AUDIT, Commissaire titulaire
- Compagnie européenne de contrôle des comptes CECC, Commissaire suppléant
- Monsieur François SOREL, Commissaire suppléant

Nous vous indiquons que les Commissaires aux comptes ne sont intervenus dans aucune opération d'apport ou de fusion intéressant la Société ou les sociétés contrôlées au cours des deux derniers exercices.

AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

XXXI – AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET DE REDUIRE LE CAPITAL SOCIAL PAR ANNULATION D'ACTION ACQUISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.225-209 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons par ailleurs d'autoriser le Conseil d'administration pour une durée de dix-huit mois, à procéder dans la limite légale, en une ou plusieurs fois, à l'annulation de tout ou partie des actions autodétenues, dans la limite de 10% du capital actuel de la Société par période de vingt-quatre mois, étant précisé que cette limite s'applique à un montant du capital social de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée générale, et à la réduction corrélative du capital social, en imputant la différence entre le prix d'achat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

LE BELIER

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 10 004 822,40 €.

Siège social : 33240 Vérac.

393 629 779 R.C.S. Libourne

LE BELIER

COMPTES CONSOLIDÉS

et notes annexes

au 31/12/2011

LE BELIER**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE****Normes IFRS - Par nature - En milliers d'euros**

Rubriques	Notes	31/12/2011 (12 mois)	31/12/2010 (12 mois)
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.1.1; 4.1.	225 003	196 163
Autres produits de l'activité		483	406
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		225 486	196 569
Achats consommés		-113 726	-93 255
Charges de personnel	3.1.2; 3.1.3	-37 411	-32 711
Charges externes		-43 120	-40 257
Impôts et taxes		-2 145	-1 917
Dotations nettes aux amortissements et dépréc. s/immobilisations		-13 198	-12 172
Dotations nettes aux provisions	3.1.4	329	-864
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		3 360	628
Autres produits et charges d'exploitation		-785	-808
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		18 790	15 213
Autres produits et charges opérationnels	3.1.5	-321	-1 078
RESULTAT OPERATIONNEL		18 469	14 135
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	3.1.6	367	184
Coût de l'endettement financier brut	3.1.6	-1 995	-1 889
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		-1 628	-1 705
Autres produits et charges financiers	3.1.6	50	1 277
RESULTAT AVANT IMPOT		16 891	13 707
Charge d'impôt	3.1.7	-4 181	-3 744
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		12 710	9 963
Résultat net d'impôt des activités abandonnées.			
RESULTAT NET DE LA PERIODE		12 710	9 963
Part du groupe		12 710	9 963
Part des intérêts minoritaires			
Résultat net ajusté par action	3.1.8	2,06	1,81
Résultat net ajusté et dilué par action	3.1.8	1,98	1,81

Etat consolidé du résultat global

En milliers d'euros	31/12/2011 (12 mois)	31/12/2010 (12 mois)
RESULTAT NET DE LA PERIODE	12 710	9 963
Ecarts actuariels sur avantages au personnel	-52	-48
- dont produits (charges) portés en capitaux propres	-52	-48
- dont produits (charges) transférés en résultat de la période	0	0
Ecarts de change résultant de la conversion des activités à l'étranger	-3 113	-85
Couverture de flux de trésorerie futurs	0	0
- dont produit(charges) portés en capitaux propres	0	0
- dont produit(charges) transférés en résultat de la période	0	0
S/total des produits (et charges) nets comptabilisés directement en capitaux propres	-3 165	-133
RESULTAT GLOBAL	9 545	9 830
Part du groupe	9 545	9 830
Part des intérêts minoritaires	0	0

LE BELIER
BILAN CONSOLIDE normes IFRS - En milliers d'euros

ACTIF	Notes	31/12/2011	31/12/2010
ACTIFS NON-COURANTS			
Goodwill	3.2.1 à 3.2.3; 3.2.5	550	550
Autres immobilisations incorporelles	3.2.1 à 3.2.3; 3.2.5	1 443	1 972
Immobilisations corporelles	3.2.1 à 3.2.3; 3.2.5	50 519	54 809
<i>dont Terrains</i>		3 094	3 211
<i>dont Constructions</i>		15 974	18 157
<i>dont Matériel industriel</i>		26 146	29 981
<i>dont autres immobilisations corporelles</i>		5 305	3 460
Immeubles de placement	3.2.10	520	658
Participations entreprises associées		0	0
Titres disponibles à la vente		0	0
Autres actifs financiers non courants		170	203
Actifs d'impôts différés	3.2.13	1 080	468
		54 282	58 660
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	3.2.6	19 074	17 055
Clients et comptes rattachés	3.2.7	39 713	39 202
Autres actifs courants	3.2.8	6 910	9 478
Actif d'impôt courant	3.2.8	369	157
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.2.9	31 990	30 463
Instruments financiers actifs	3.2.9	673	944
Actifs destinés à être cédés		0	0
		98 729	97 299
TOTAL ACTIF		153 011	155 959
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
	3.2.11		
Capital émis		10 005	10 005
Primes		9 826	9 826
Reserves		29 594	21 992
Ecart de conversion		-11 270	-8 157
Résultat de l'exercice		12 710	9 963
Interêts minoritaires			
		50 865	43 629
PASSIFS NON COURANTS			
Dettes financières à long terme	3.2.12	33 033	37 449
Passif d'impôts différés	3.2.13	1 962	1 416
Provisions - non courantes	3.2.14; 3.2.15	2 073	1 845
Autres passifs non courants	3.2.16	182	381
		37 250	41 091
PASSIFS COURANTS			
Dettes financières court terme	3.2.18	5 959	8 920
Part courante des dettes financières à long terme	3.2.12	14 799	15 674
Passif d'impôt courants		0	0
Provisions - courantes	3.2.14	772	923
Instruments financiers passifs		0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		30 131	30 652
Autres passifs courants	3.2.17	13 235	15 070
Passifs concernant des actifs destinés à être cédés			
		64 896	71 239
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		153 011	155 959

LE BELIER

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS IFRS - En milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées et résultats nets	Ecarts de conversion	Autres produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Interêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2009	6 632	1 744	22 137	-8 072	-419	22 022	0	22 022
Résultat net 2010			9 963			9 963		9 963
Ecarts actuariels sur avantages au personnel					-48	-48		-48
Ecarts de change résultant de la conversion des activités à l'étranger				-85		-85		-85
Couverture de flux de trésorerie futurs						0		0
Résultat global 2010	0	0	9 963	-85	-48	9 830	0	9 830
Dividendes versés						0		0
Augmentation de capital	3 373	8 082	337			11 792		11 792
Autres variations			-15			-15		-15
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2010	10 005	9 826	32 422	-8 157	-467	43 629	0	43 629
Résultat net 2011			12 710			12 710		12 710
Ecarts actuariels sur avantages au personnel					-52	-52		-52
Ecarts de change résultant de la conversion des activités à l'étranger				-3 113		-3 113		-3 113
Couverture de flux de trésorerie futurs						0		0
Résultat global 2011	0	0	12 710	-3 113	-52	9 545	0	9 545
Dividendes versés						0		0
Rachat d'actions propres			-3 114			-3 114		-3 114
Plan d'actions de performance			805			805		805
Autres variations			0			0		0
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2011	10 005	9 826	42 823	-11 270	-519	50 865	0	50 865

LE BELIER

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE - En milliers d'euros

	2 011	2 010
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net consolidé	12 710	9 963
<u>Elimination des transactions sans incidence sur la trésorerie :</u>		
Amortissements et provisions	13 497	12 530
Neutralisation des coûts des plans d'actions de performance non décaissés	805	
Neutralisation change latent lié aux variations de juste valeur des instruments financiers et aux variations de change	238	-1 485
Variation des impôts différés	50	11
Reprise de subvention d'investissement	-178	-165
Plus et moins values de cession d'immobilisations	6	204
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées		
Capacité d'autofinancement	27 128	21 058
Incidence de la variation des décalages de trésorerie		
Variation du besoin en fond de roulement	-3 502	812
Flux de trésorerie provenant de (affecté à) l'exploitation (A)	23 626	21 870
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-10 965	-6 175
Encaissements résultant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	41
Variations des immobilisations financières	15	
Subventions d'investissements reçues		
Trésorerie nette affectée aux acquisitions et cessions de filiales (variation de périmètre)		
Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations d'investissements (B)	-10 945	-6 134
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Sommes reçues des actionnaires suite à une augmentation de capital		11 792
Actions propres	-3 114	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Encaissements / Remboursements d'emprunts	-4 909	-6 214
Avances reçues des tiers		
Flux de trésorerie provenant des (affecté aux) opérations de financement (C)	-8 023	5 578
Incidence du changement de périmètre (E)		
Incidence des variations nettes de taux de change - écart de conversion (D)	-170	-365
Variation de trésorerie nette (A+B+C+D+E)	4 488	20 949
Trésorerie à l'ouverture (F)	21 543	594
TRESORERIE A LA CLOTURE (A+B+C+D+E+F)	26 031	21 543

NOTES ANNEXES
AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
AU 31 DECEMBRE 2011

SOMMAIRE

1.	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	36
1.1.	ARRETE DES COMPTES.....	36
1.2.	BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	36
1.2.1.	<i>Déclaration de conformité.....</i>	36
1.2.2.	<i>Méthode de consolidation.....</i>	37
1.2.3.	<i>Date de clôture.....</i>	37
1.2.4.	<i>Jugements et estimations.....</i>	37
1.2.5.	<i>Evènements postérieurs à la clôture.....</i>	37
1.3.	CHANGEMENTS COMPTABLES.....	38
1.3.1.	<i>Changement de présentation.....</i>	38
1.4.	RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES.....	38
1.4.1.	<i>Présentation du bilan.....</i>	38
1.4.2.	<i>Immobilisations.....</i>	38
2.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	45
2.1.	VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	45
2.2.	LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES.....	45
2.3.	ENTREPRISES NON CONSOLIDEES.....	45
3.	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	46
3.1.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	46
3.1.1.	<i>Chiffre d'affaires consolidé par activité.....</i>	46
3.1.2.	<i>Charges de personnel et effectifs des sociétés consolidées.....</i>	46
3.1.3.	<i>Frais de recherche et développement.....</i>	47
3.1.4.	<i>Dotations nettes aux provisions.....</i>	47
3.1.5.	<i>Autres produits et charges opérationnels.....</i>	47
3.1.6.	<i>Résultat financier.....</i>	48
3.1.7.	<i>Charge d'impôts.....</i>	48
3.1.8.	<i>Résultats par action.....</i>	49
3.2.	BILAN CONSOLIDE.....	50
3.2.1.	<i>Goodwill.....</i>	50
3.2.2.	<i>Immobilisations brutes.....</i>	50
3.2.3.	<i>Amortissements et dépréciations des immobilisations.....</i>	52
3.2.4.	<i>Contrats de location.....</i>	54
3.2.5.	<i>Dépréciations d'actifs.....</i>	55
3.2.6.	<i>Stocks et en-cours.....</i>	56
3.2.7.	<i>Clients et comptes rattachés.....</i>	56
3.2.8.	<i>Actifs courants d'exploitation.....</i>	57
3.2.9.	<i>Trésorerie et équivalent de trésorerie.....</i>	57
3.2.10.	<i>Immeubles de placement – actifs destinés à être cédés.....</i>	57
3.2.11.	<i>Capitaux propres.....</i>	58
3.2.12.	<i>Emprunts et dettes financières long terme.....</i>	60
3.2.13.	<i>Actifs et passifs d'impôts différés.....</i>	62
3.2.14.	<i>Provisions.....</i>	63
3.2.15.	<i>Avantages au personnel.....</i>	64
3.2.16.	<i>Autres passifs non courants : Subventions d'investissement.....</i>	66
3.2.17.	<i>Autres passifs courants.....</i>	66
3.2.18.	<i>Passifs courants de financement (moins d'un an).....</i>	66

4.	INFORMATIONS DIVERSES	67
4.1.	INFORMATION SECTORIELLE.....	67
4.1.1.	<i>Chiffres significatifs par secteur.....</i>	<i>67</i>
4.1.2.	<i>Chiffre d'affaires par principaux clients.....</i>	<i>68</i>
4.1.3.	<i>Chiffres significatifs réalisés en France</i>	<i>69</i>
4.2.	OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	69
4.2.1.	<i>Instruments de couverture et de change</i>	<i>69</i>
4.3.	ELEMENTS DE COMPARAISON	69
4.4.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	70
4.5.	INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES	71
4.5.1.	<i>Relations avec Le Bélier Participations et le Fonds de Consolidation et de Développement des Entreprises.....</i>	<i>71</i>
4.5.2.	<i>Rémunération des dirigeants.....</i>	<i>71</i>
4.6.	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	71
4.7.	OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS.....	72
4.7.1.	<i>Risque de taux et de change</i>	<i>72</i>
4.7.2.	<i>Risque de liquidité.....</i>	<i>73</i>
4.7.3.	<i>Risque de crédit</i>	<i>73</i>

1. Principes et méthodes comptables

1.1. ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été arrêtés par le conseil d'administration du Béliér du 27 mars 2012.

1.2. BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1.2.1. Déclaration de conformité

Les comptes consolidés de l'exercice 2011 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et disponible sur le site internet de la Commission Européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS et les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les normes retenues pour l'élaboration des comptes 2011 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union européenne (JOUE) au 31 décembre 2011 et qui sont applicables obligatoirement.

Les méthodes comptables retenues ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Le Béliér a appliqué les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2011, et en particulier:

- IAS 24 révisée, Information relative aux parties liées (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011) ;
- Amendement IAS 32, Classement des émissions de droits (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2010) ;
- Amendement IFRS 8, consécutif à la norme IAS 24 révisée (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011) ;
- Amendements IFRIC 14, Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011) ;
- IFRIC 19, Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2010) ;
- Amendement IAS 1, Présentation des états financiers (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011) ;
- Amendement IFRIC 13, Programmes de la fidélisation de la clientèle (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011) ;
- Amendement IAS 34, Information financière intermédiaire (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011).

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Par ailleurs dans le cadre d'un nouveau plan d'attribution d'options d'achat d'actions et d'attribution gratuite d'actions au profit des salariés mis en œuvre au cours du premier semestre 2011, le groupe a appliqué pour la première fois IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » .

Par ailleurs, le Groupe n'a pas appliqué de normes par anticipation.

1.2.2. Méthode de consolidation

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

1.2.3. Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont clôturé leurs comptes au 31 décembre 2011.

1.2.4. Jugements et estimations

La préparation des états financiers du Groupe requiert de la part du management le recours, à des jugements, estimations et hypothèses, qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Les estimations comptables et hypothèses concourant à la préparation des états financiers ont été effectuées dans un contexte induisant une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet de jugements ou d'estimations sont notamment les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur; l'évaluation des engagements de retraite, l'évaluation des provisions (restructuration notamment), les durées d'utilisation des immobilisations, les impôts différés, l'évaluation de la juste valeur des paiements fondés en actions.

Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de la préparation des comptes. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les éléments réels peuvent différer des estimés comptabilisés.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, concernent notamment les dépréciations d'actifs non financiers, les actifs d'impôts différés et les provisions pour risques et charges (cf. infra).

1.2.5. Evènements postérieurs à la clôture.

Néant.

1.3. CHANGEMENTS COMPTABLES

1.3.1. Changement de présentation

Sur l'exercice, il n'a été procédé à aucun changement de présentation. La présentation des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2011 est identique à celle des comptes consolidés pour l'exercice 2010.

1.4. RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

1.4.1. Présentation du bilan

Conformément à la norme IAS 1 (Présentation des états financiers), le bilan présente distinctement les actifs et les passifs courants des actifs et passifs non courants. Les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation ainsi que ceux dont la maturité est inférieure à douze mois à la date de la clôture sont classés en courants, les autres en non courants.

1.4.2. Immobilisations

1.4.2.1. Immobilisations incorporelles

Seuls les actifs incorporels répondant à la définition de la norme IAS 38 sont maintenus au bilan. Le poste « Autres immobilisations incorporelles » concerne principalement des logiciels acquis ou développés en interne et des coûts de recherche et développement.

Les frais de recherche sont enregistrés en charges de l'exercice sur lequel ils sont encourus. Les dépenses de développement engagées sur la base d'un projet individuel sont comptabilisées en actif incorporel lorsque le Groupe peut démontrer :

- la faisabilité technique de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente
- son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre ;
- le fait que cet actif génèrera des avantages économiques futurs ;
- l'existence de ressources disponibles pour achever le développement de l'actif ;
- et sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses engagées au titre du projet de développement.

Après leur comptabilisation initiale en qualité d'actif, les dépenses de développement sont évaluées en utilisant le modèle du coût, c'est-à-dire au coût diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est achevé et que l'actif est prêt à être mis en service. Il est amorti linéairement sur la période, n'excédant pas 5 ans, au cours de laquelle sont attendus les avantages économiques liés au projet.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, qui ne dépasse pas 5 ans.

Le groupe ne dispose pas de fonds de commerce issus de regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004, ni de frais d'établissement, ni de marque.

1.4.2.2. Immobilisations corporelles

Conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « première application des normes IFRS », le Groupe a choisi de réévaluer à leur juste valeur présumée correspondant au nouveau coût historique amorti certaines catégories d'immobilisations corporelles dans le bilan d'ouverture du 1^{er} janvier 2004.

Ces réévaluations se sont appuyées sur l'expertise d'un cabinet indépendant. Elles ont porté sur tous les actifs faisant l'objet d'une approche par composant, et sur l'immobilier, lui-même approché par composant, excepté sur les actifs de Chine et de Serbie, non significatifs à l'ouverture au 1^{er} janvier 2004 en termes de valeur d'immobilisation.

La valeur brute des immobilisations correspond à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production comprenant les charges directes et indirectes de production sur la base de l'activité normale. Ce coût comprend notamment les droits de mutations, honoraires, commissions et frais d'actes attribuables à l'acquisition ou la construction des actifs.

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'une immobilisation qui exige une longue période de préparation avant d'être utilisée sont incorporés au coût d'entrée de cet actif, conformément à IAS 23 révisée.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition et sous déduction éventuelle d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode d'amortissement linéaire est retenu.

Le Groupe procède annuellement à la révision des plans d'amortissement en fonction des durées d'utilité effectives de ses actifs corporels.

Par ailleurs, le Groupe a analysé l'ensemble de ses processus industriels et a isolé parmi les équipements industriels les composants majeurs devant faire l'objet d'un plan d'amortissement spécifique.

Principales durée d'amortissement et méthodes	Durée	Amortissement Economique
Frais recherche-développement	5 ans	Linéaire
Concessions – brevets – licences	5 ans	Linéaire
Sauf logiciel standards et spécifiques	3 ans	Linéaire
Constructions – Aménagements bâtiments	25 ans	Linéaire
Géré en composants		
- Gros œuvre	40 ans	Linéaire
- Couverture	25 ans	Linéaire
- Réseaux IGT	15 ans	Linéaire
- Aménagements intérieurs	20 ans	Linéaire
Rénovation de bâtiments anciens	15 ans	Linéaire
Matériel industriel, cas général	6 ans 2/3	Linéaire
Sauf matériel industriel géré par composants	5 à 15 ans (fonction des composants)	Linéaire
Moules de productivité	3 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Autres immo. corporelles non industrielles	4 ans	Linéaire
Matériel informatique	2 ans	Linéaire

Les biens financés par location financière sont comptabilisés en immobilisations à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Conformément à la norme IAS 17, les critères d'appréciation des contrats sont notamment:

- le rapport entre les durées d'utilité des biens pris en location et la durée du contrat,
- la comparaison entre les paiements futurs et la juste valeur du bien,
- l'existence d'une clause de transfert de propriété ou d'option d'achat,
- le caractère spécifique de l'actif.

Les immobilisations significatives cédées dans le cadre d'un contrat de lease-back sont conservées à l'actif pour leur valeur d'origine et continuent d'être amorties. Les engagements correspondants à l'égard des bailleurs sont comptabilisés en dettes financières. Les redevances sont ventilées en remboursements de dettes et en coût de l'endettement financier.

1.4.2.3. Dépréciation des actifs

La norme IAS 36 définit la procédure qu'une entreprise doit appliquer afin de s'assurer que la valeur comptable de ses actifs n'excède pas leur valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant recouvré par leur utilisation ou leur vente.

Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer individuellement la valeur recouvrable des actifs, ceux-ci sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour lesquelles cette valeur est alors déterminée.

En dehors de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie qui font l'objet de tests annuels systématiques de dépréciation, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur. Les indices de perte de valeur sont passés en revue à chaque clôture.

Les UGT du Groupe Le Bélier sont basées sur l'organisation opérationnelle par activité. Elles représentent les plus petits groupes d'actifs dont l'utilisation continue génère des cash-flows largement indépendants de ceux générés par d'autres groupes d'actifs (à savoir les sites de production).

Les actifs immobilisés (écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles), font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou des circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT, incluant les goodwill. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La perte de valeur peut faire l'objet d'une reprise dans la limite de la valeur comptable qui aurait été celle du bien en l'absence de toute constatation de perte de valeur sur les exercices précédents. Une perte de valeur constatée sur un écart d'acquisition n'est jamais reprise.

1.4.2.4. Stocks

En application de la norme IAS 2, les stocks sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur nette de réalisation.

Les marchandises et les approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires,

Les produits et travaux en cours sont évalués à leur coût de fabrication comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production sur la base de l'activité normale, Concernant les produits finis, les en-cours d'outillages et les en-cours de pièces : la valorisation est déterminée soit au prix de revient soit à la valeur réalisable, lorsque celle-ci lui est inférieure.

Les principes appliqués en matière de dépréciation sont les suivants :

Pour les matières premières, fournitures, matières consommables, emballages, et produits finis : une dépréciation est constituée qui tient compte d'une possible valeur nette de réalisation, ou à défaut, de critères de rotation lente.

1.4.2.5. Actifs et passifs financiers – Instruments financiers

1.4.2.5.1. Actifs financiers

Les actifs financiers inclus dans le champ d'application d'IAS 39 sont classés, selon le cas, en actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, en prêts et créances, en placements détenus jusqu'à leur échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente.

Le Groupe détermine la classification de ses actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale et, lorsque cela est autorisé et approprié, revoit cette classification à chaque clôture annuelle.

Le Groupe ne possède pas de placements détenus jusqu'à leur échéance ni d'actifs financiers disponibles à la vente.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constatée, cas par cas, lorsque la créance présente des risques d'irrécouvrabilité. Les encours de financement des créances commerciales sont inclus dans le poste clients avec pour contrepartie une dette financière en concours bancaires courants.

1.4.2.5.2. Emprunts bancaires

Tous les emprunts sont initialement enregistrés à la juste valeur, diminuée des coûts de transaction directement imputables.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les profits et pertes sont enregistrés en résultat lorsque les dettes sont décomptabilisées, ainsi qu'au travers du mécanisme du coût amorti.

1.4.2.5.3. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Elles sont évaluées à leur juste valeur en date de clôture.

1.4.2.5.4. Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme et de swaps de taux d'intérêt et de devises pour se couvrir contre les risques associés aux taux d'intérêts et à la fluctuation des cours des monnaies étrangères. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur dès que le contrat est négocié et sont ultérieurement évalués à la juste valeur.

Les dérivés sont comptabilisés en tant qu'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive et en tant que passifs financiers lorsque la juste valeur est négative.

La juste valeur des contrats de change à terme résulte de la différence entre le cours de change à terme et le taux du contrat. Le cours de change à terme est calculé par référence aux cours actuels pour des contrats ayant des profils de maturité similaires. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et de devises est déterminée par référence aux valeurs de marché d'instruments similaires.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé,
- soit de couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé,

Couverture de juste valeur :

Les variations de juste valeur d'un dérivé qualifié de couverture de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert ajustent la valeur comptable de l'élément couvert et sont aussi comptabilisées en résultat.

Couverture de flux de trésorerie :

Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres, alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat.

1.4.2.6. Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

En application de cette norme, les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les dettes et créances en devises sont valorisées au cours de la clôture de l'exercice et les écarts sont constatés directement en résultat financier.

La rubrique écarts de conversion est utilisée pour enregistrer les écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales étrangères. Elle est également utilisée pour enregistrer les effets des investissements nets de ces activités à l'étranger.

1.4.2.7. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » des impôts différés actifs ou passifs sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, selon la méthode du taux variable, au taux applicable le plus probable à la date du reversement.

Pour chaque entité fiscale,

- les impôts différés actifs et passifs sont compensés afin de constater une position nette.
- les actifs d'impôts différés sur différences temporaires ou sur déficits reportables ne sont pas constatés au-delà des impôts différés nets passifs, lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.4.2.8. Subventions d'investissements

Le groupe peut bénéficier de subventions d'investissements dans le cadre de ses activités. Ces subventions sont comptabilisées pour leur valeur brute en autres passifs non courants. La reprise en compte de résultat est faite selon le même rythme que celui des amortissements des équipements subventionnés, en autres produits de l'activité.

1.4.2.9. Provisions et passifs à plus d'un an

Des provisions sont comptabilisées dès lors qu'à la clôture d'un exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle résultant d'événements passés dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources dans des délais encore incertains à la date d'arrêté des comptes mais dont le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

1.4.2.10. Avantages au personnel

L'application de la norme IAS 19 relative aux avantages au personnel entraîne la comptabilisation de l'ensemble des avantages au personnel identifiés, notamment indemnités de départ en retraite et clauses parachute.

Ces avantages au personnel font l'objet d'une évaluation actuarielle annuelle qui repose sur :

- des hypothèses en matière d'inflation, de hausse des salaires, de rendement des actifs ou de taux utilisés pour actualiser les obligations, hypothèses qui évoluent d'une année par rapport à l'autre ;
- les écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité.

Les montants bruts de ces avantages sont enregistrés au bilan en provisions à long terme, les variations de l'exercice sont comptabilisées au compte de résultat en « dotations nettes aux provisions » d'une part, et en « autres produits et charges financières » d'autre part pour le montant correspondant au coût financier, à l'exception des écarts actuariels sur indemnités de retraite qui sont comptabilisés en capitaux propres.

1.4.2.11. Paiements fondés en actions

Certains salariés et mandataires sociaux du Groupe bénéficient de plans d'options d'achat d'actions et d'attributions gratuites d'actions.

Conformément à IFRS2 – Paiement fondés en actions –, ces plans sont comptabilisés comme des transactions réglées en instruments de capitaux propres. En conséquence, la juste valeur des options est évaluée à la date d'attribution et est constatée en charges de personnel dans le compte de résultat par étalement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires, en contrepartie d'une augmentation de la situation nette dans un compte spécifique.

1.4.2.12. Produits des activités ordinaires

Pour les pièces, les produits sont constatés à la livraison, ou bien à la consommation dans les cas des stocks dépôt-consignation.

Pour les outillages, les produits sont enregistrés à l'acceptation des pièces-type par le client.

Ces produits sont enregistrés en chiffre d'affaires.

1.4.2.13. Autres produits et charges opérationnels

Le groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance et s'inspire des dispositions de la recommandation du CNC 2009-R03 pour sa définition.

Cet agrégat financier correspond au résultat opérationnel des sociétés contrôlées avant prise en compte des « autres produits et charges opérationnels ».

A ce poste sont comptabilisés des produits ou charges considérés de nature non récurrente ou anormale et d'un montant significatif.

Ceux-ci concernent notamment :

- les coûts des actions de restructuration soit principalement le coût des départs de personnel, les charges externes générées par ces actions, les coûts de fermeture de site;
- les variations de provisions constituées pour ces restructurations, par exemple provisions pour PSE (plan de sauvegarde de l'Emploi) ou GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences).

Les coûts provisionnés comprennent les indemnités de préavis, les indemnités conventionnelles ou légales de licenciement, les indemnités de départ volontaire, les aides à la création ou à la reprise d'entreprise, les aides à la mobilité géographique, le coût de l'organisme d'aide au reclassement, les dépenses de formation et les frais de déplacement du personnel concerné par l'accord.

Les provisions n'incluent pas de coûts de reconversion ni de relocalisation du personnel conservé ;

- Les variations de provision pour dépréciation d'actifs consécutives à des chutes brutales d'activité et de provisions pour litiges de nature anormale ou non récurrente.
- Les éventuels litiges significatifs, non directement liés aux activités opérationnelles du Groupe.

1.4.2.14. Résultat par action

Le résultat net par action est déterminé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de la période, ajusté du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période, multiplié par un facteur de pondération en fonction du temps.

Le résultat net dilué par action est déterminé en divisant le résultat net part du groupe par la somme du nombre moyen pondéré d'actions sur la période et du nombre total d'instruments dilutifs.

1.4.2.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une durée initiale inférieure ou égale à 3 mois.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants et des financements à court terme.

1.4.2.16. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût historique diminué du cumul des amortissements et des dépréciations d'actifs.

Ces immeubles sont amortis sur une durée n'excédant pas 25 ans.

2. Périmètre de consolidation

2.1. VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Aucune variation du périmètre de consolidation au 31 décembre 2011.

2.2. LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES

Entreprises (Activité)	Abréviation	Siège	n° Siret	% de Contrôle	% d'intérêt du groupe
Le Bélier (Holding)	LB	Plantier de la Reine -Vérac (33) France	39362977900017	100%	100%
Fonderies et Ateliers du Bélier (Fonderie d'alliages légers)	FAB	Vérac (33) France	59615014400019	100%	100%
Le Bélier Dalian (Fonderie d'alliages légers)	LBD	Dalian - Chine	Etrangère	100%	100%
BMP Manfredonia S.p.A. (Fonderie d'alliages légers)	BMP	Manfredonia - Italie	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Hongrie (Fonderie d'alliages légers)	LBH	Ajka - Hongrie	Etrangère	100%	100%
BS Hungary Machining Ltd (Usinage)	BSM	Szolnok - Hongrie	Etrangère	100%	100%
LBQ Foundry S.A. de C.V. (Fonderie d'alliages légers)	LBQ	Querétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
BQ Machining S.A. de C.V. (Usinage)	BQM	Querétaro - Mexique	Etrangère	100%	100%
Le Bélier Kikinda (Fonderies d'alliages légers)	LBK	Kikinda- Serbie	Etrangère	100%	100%
LBO (Location machines)	LBO	Plantier de la Reine -Vérac (33) France	40307761300012	100%	100%

- LE BELIER a une activité de Holding active rendant des prestations de services au profit du Groupe.

- Les autres filiales consolidées ont une activité de fabrication de pièces en aluminium destinées aux équipementiers et constructeurs de moyens de transport, à l'exception de LBO qui a une activité de location de machines.

2.3. ENTREPRISES NON CONSOLIDEES

Néant.

3. Notes annexes aux états financiers consolidés

Tous les montants sont indiqués en milliers d'euros (KEUR).

3.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

3.1.1. Chiffre d'affaires consolidé par activité

	31/12/2011	31/12/2010	Variation
Fonderies	183 319	158 957	15,3%
Usinage	25 710	26 282	-2,2%
Fabrication outillages	10 564	7 180	47,1%
Autres (1)	5 410	3 744	44,5%
Total	225 003	196 163	14,7%

(1) Prestations de services

3.1.2. Charges de personnel et effectifs des sociétés consolidées

3.1.2.1. Charges de personnel

en KEUR	31/12/2011	31/12/2010
Salaires	25 705	23 374
Charges sociales	8 650	9 337
Autres charges de personnel	3 056	0
s/t Charges de personnel	37 411	32 711

Dont pour 2011, 1,6 M€ de charges liées à la mise en place des plans de performance (0,8 M€ de liés à la juste valeur des avantages octroyés, 0,4 M€ de charges sociales et 0,4 M€ de complément d'intéressement).

3.1.2.2. Effectifs disponibles (y compris intérimaires)

<u>Effectifs par pays</u>	Fin de période		Moyen	
	31/12/2011	31/12/2010	2011	2010
France	321	271	319	278
Hongrie	869	870	876	875
Serbie	457	411	441	399
Chine	396	392	389	354
Mexique	327	335	334	347
Total	2 371	2 279	2 359	2 253
<u>Effectifs par nature</u>				
Main d'œuvre directe	1 466	1 422	1 479	1 421
Main d'œuvre indirecte	673	654	669	631
Main d'œuvre structure	232	203	211	201
Total	2 371	2 279	2 359	2 253

3.1.3. Frais de recherche et développement

En 2011, le montant des frais de recherche et développement directement enregistrés en résultat s'élève à 678 K€, dont 625 K€ de frais de personnel, contre respectivement 901 et 841 K€ en 2010.

Par ailleurs, le Groupe a enregistré en 2011 un produit de 111 K€ au titre du crédit d'impôt-recherche en France contre 108 K€ en 2010.

3.1.4. Dotations nettes aux provisions

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2011			31/12/2010
	Dotation	Reprise	Dot. Nettes	Rappel Dot. Nettes
Provision pour dépréciation créances	-673	1 154	481	-835
Provision pour risques et charges	-526	374	-152	-29
s/t Dotations nettes aux provisions	-1 199	1 528	329	-864

Remarque : les dépréciations nettes des stocks sont incluses,

- pour les stocks de matières et consommables, dans le poste « Achats consommés » pour - 171 K€ ;
- pour les stocks de produits en cours et finis, dans le poste « variation des stocks de produits encours et finis » pour - 26 K€.

3.1.5. Autres produits et charges opérationnels

A ce poste sont notamment comptabilisés les charges et produits relatifs aux plans de restructuration engagés dans les divers sites du Groupe, en réponse aux besoins d'adaptation aux conditions économiques dégradées depuis 2008.

Ils se décomposent de la façon suivante :

	2011	2010
Coûts de restructuration	-265	-828
Dotations nettes aux provisions	-56	-250
Autres produits et (charges) opérationnels	-321	-1 078
dont France	121	279
dont Italie	-442	-499
dont Mexique	-	-621
dont Europe de l'Est	-	-237

Par pays en 2011, les coûts concernent :

- En France : coûts de départ en GPEC pour 0,07 M€ couverts par une reprise de provision de 0,13 M€ et reprise de provision pour charge pour 0,06 M€ ;
- En Italie : coûts liés au site, fermé et en cours de liquidation (amortissement et dépréciation du bâtiment pour 0,25 M€ ; le solde concerne les coûts de liquidation).

3.1.6. Résultat financier

	2011	2010
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	367	184
Coût de l'endettement financier brut	-1 995	-1 889
Coût de l'endettement financier net	-1 628	-1 705
Gains (pertes) de change réalisés	296	-213
Gains (pertes) de change latents	-238	1 485
Dotations financières aux provisions	-	0
Autres produits ou (charges) financières	-8	5
Autres produits et charges financières	50	1 277
Résultat financier	-1 578	-428

Il est à noter que les éléments désormais disponibles sur les filiales hongroises et serbe ont permis à compter du 1^{er} janvier 2011 de retenir l'Euro comme monnaie fonctionnelle de ces filiales, selon la norme IAS 21.

- Montants recyclés pendant l'exercice en provenance des capitaux propres : néant
- Flux de trésorerie positifs et négatifs liés aux charges financières nettes:

	2011	2010
Produits financiers encaissés	367	184
Produits financiers non encaissés	-	0
Total produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	367	184
Charges financières décaissées	-1 904	-1 810
Charges financières non décaissées	-91	-79
Total coût de l'endettement financier brut	-1 995	-1 889

Les charges financières non décaissées concernent essentiellement les intérêts sur avantages au personnel.

3.1.7. Charge d'impôts**3.1.7.1. Ventilation de l'impôt :**

	2011	2010
Produit/ (Charge) impôt courant	-4 131	-3 733
Produit/ (Charge) impôt différé	-50	-11
Total Produit/(charge) d'impôt	-4 181	-3 744

La charge d'impôt courant concerne principalement les sociétés hongroises et chinoise qui dégagent des résultats imposables.

Les déficits des sociétés françaises ne font pas l'objet d'un impôt différé actif. Compte tenu de l'évolution des résultats et des perspectives favorables sur la Serbie, un impôt différé actif a été comptabilisé sur la période à hauteur de 567 K€.

Sur les sociétés mexicaines il a été comptabilisé un impôt différé passif pour 612 K€ (incidence d'une taxe locale, le IETU).

3.1.7.2. Renseignements sur les taux d'imposition différés:

	2011	2010
Chine	25%	25%
Hongrie LBH	17%	17%
Hongrie BSM	13%	17%
France	33,33%	33,33%
Italie	33%	33%
Mexique	30%	30%
Serbie	10%	10%

3.1.7.3. Preuve d'impôt

	2011	2010
Résultat avant impôt	16 891	13 707
Impôt théorique (33.33%)	-5 630	-4 569
Impôts différés actifs non reconnus sur pertes de la période	-707	-464
Impact de la reconnaissance des impôts différés actifs et des crédits d'impôts	578	0
Impact de la comptabilisation des impôts différés passifs	-612	0
Impact des différences de taux d'imposition	3 110	2 296
Impact des différences permanentes	-920	-1 007
Impôt comptabilisé	-4 181	-3 744

3.1.8. Résultats par action

	2011	2010
Résultat net en K€ (A)	12 710	9 963
Nombre actions au 1er janvier	6 582 120	4 363 129
Nombre actions créées dans l'année	-	2 218 991
Nombre actions au 31 décembre	6 582 120	6 582 120
Nombre d'actions auto-détenues	418 959	
Nombre moyen pondéré et ajusté d'actions ordinaires pour le résultat de base par action (B)	6 163 161	5 501 628
Nombre instruments dilutifs (options d'achat d'actions et plan d'actions gratuites) (1)	262 878	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat de base par action (C)	6 426 039	5 501 628
Résultat net par action (en euro) (A x 1000 / B)	2,06	1,81
Résultat net dilué par action (en euro) (A X 1000 / C)	1,98	1,81

(1) Les options d'achat d'actions n'ont pas été retenues dans la mesure où le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de la période

3.2. BILAN CONSOLIDE

3.2.1. Goodwill

	<u>31/12/2011</u>	<u>31/12/2009</u>
Valeur brute	778	778
Perte de valeur (1)	-228	-228
Valeur nette	550	550
<u>Ventilation par entité</u>		
LBH	66	66
BSM	453	453
BMP	0	0
LBK	31	31
TOTAL	550	550

(1) Perte de valeur du goodwill de la société BMP

3.2.2. Immobilisations brutes

3.2.2.1. Immobilisations brutes au 31/12/2010 (y compris goodwill)

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/2009	Impact écart de change	Acquisitions / Transferts	Cessions	31/12/2010
Goodwill	778				778
Frais de développement (2)	1 694	-4	25		1 715
Concessions, brevets	4 593	62	147	-17	4 785
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances et acomptes	0				0
Autres immobilisations incorporelles	6 287	58	172	-17	6 500
Terrains (1)	3 237	175		-60	3 352
Constructions, aménagements(1)	34 017	108	236	-43	34 318
Installations techniques (1)	120 924	317	4 628	-672	125 197
Autres immobilisations corporelles, Immobilisations en cours, avances et acomptes	12 358	-123	1 139	-312	13 062
Immobilisations corporelles	170 536	477	6 003	-1 087	175 929
S/Total	177 601	535	6 175	-1 104	183 207

(1) y compris immobilisations financées en crédit-bail et locations financement pour un montant de 43 318 K€ à la clôture.

(2) Les frais de développement sont amortis sur une durée de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2010.

3.2.2.2. Immobilisations brutes au 31/12/2011 (y compris goodwill)

Situations et mouvements de l'exercice	31/12/2010	Impact écart de change	Acquisitions / Transferts	Cessions	31/12/2011
Goodwill	778				778
Frais de développement	1 715	-19			1 696
Concessions, brevets	4 785	-113	63	-75	4 660
Autres immobilisations incorporelles	0				0
Avances et acomptes	0				0
Autres immobilisations incorporelles	6 500	-132	63	-75	6 356
Terrains (1)	3 352	-258			3 094
Constructions, aménagements(1)	34 318	-1 903	455	-3	32 867
Installations techniques (1)	125 197	-7 994	8 056	-245	125 014
Autres immobilisations corporelles, Immobilisations en cours, avances et acomptes	13 062	-832	2 391	-155	14 466
Immobilisations corporelles	175 929	-10 987	10 902	-403	175 441
S/Total	183 207	-11 119	10 965	-478	182 575

(1) y compris immobilisations financées en crédit-bail et locations financement pour un montant de 40 662 K€ à la clôture.

3.2.3. Amortissements et dépréciations des immobilisations

3.2.3.1. Amortissements au 31/12/2010

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE	31/12/2009	Impact écart de change	Dotations amortis.	Reprise (cession immo.)	Dotations dépréciation immobilis.	Reprise dépréciation immobilis.	31/12/2010
Goodwill	228						228
Frais de développement	53	-1	421				473
Concessions, brevets	3 745	24	304	-17			4 056
Autres immobilisations incorporelles	0						0
Autres immobilisations incorporelles	3 798	23	725	-17	0	0	4 529
Terrains (1)	141		12	-12			141
Constructions, aménagements (1)	14 503	-103	1 782	-21			16 161
Installations techniques (1)	85 782	50	9 233	-498	649		95 216
Autres immobilisations corporelles, immobilisations en cours, avances et acomptes	9 069	-136	420	-307	556		9 602
Immobilisations corporelles	109 495	-189	11 447	-838	1 205	0	121 120
S/TOTAL	113 521	-166	12 172	-855	1 205	0	125 877

(1) y compris immobilisations financées par crédit bail et locations financement pour un montant de 33 284 K€ à la clôture.

3.2.3.2. Amortissements au 31/12/2011

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE	31/12/10	Reclas- sement	Impact écart de change	Dotation amortis.	Reprise (cession immo.)	Dotation dépreciatio n immobilis.	Reprise dépreciatio n immobilis.	31/12/11
Goodwill	228							228
Frais de développement	473		-14	420				879
Concessions, brevets	4 056		-127	180	-75			4 034
Autres immobilisations incorporelles	0							0
Autres immobilisations incorporelles	4 529	0	-141	600	-75	0	0	4 913
Terrains (1)	141	-141						0
Constructions, aménagements (1)	16 161	141	-1 013	1 605	-1			16 893
Installations techniques (1)	95 216		-6 685	10 582	-236		-9	98 868
Autres immobilisations corporelles, immobilisations en cours , avances et acomptes	9 602		-706	420	-155			9 161
Immobilisations corporelles	121 120	0	-8 404	12 607	-392	0	-9	124 922
S/TOTAL	125 877	0	-8 545	13 207	-467	0	-9	130 063

(2) y compris immobilisations financées par crédit bail et locations financement pour un montant de 32 072 K€ à la clôture.

3.2.4. Contrats de location**3.2.4.1. Valeur nette comptable des immobilisations en contrats de location financement**

Au 31 décembre 2011 :

Nature immobilisation en crédit bail	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette comptable
Concessions, brevets, licences	1 404	1 404	0
Terrains	733	0	733
Constructions	12 466	5 689	6 777
Matériel	26 059	24 979	1 080
Immobilisations en cours	0		0
Total	40 662	32 072	8 590

Au 31 décembre 2010:

Nature immobilisation en crédit bail	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette comptable
Concessions, brevets, licences	1 404	1 394	10
Terrains	791		791
Constructions	13 063	5 362	7 701
Matériel	28 060	26 528	1 532
Immobilisations en cours	0		0
Total	43 318	33 284	10 034

Les contrats de crédit-bail ou de location financement souscrits par le groupe concernent des biens immobiliers, ainsi que du matériel informatique et industriel.
Ils n'incluent pas de loyers conditionnels et ne prévoient pas de sous-location.

3.2.4.2. Paiements minimum futurs au titre des contrats de location financement

en K€	<u>Au 31/12/2011</u>			<u>Au 31/12/2010</u>		
	Valeur actuelle	Interêts à payer	Paiements futurs minimaux	Valeur actuelle	Interêts à payer	Paiements futurs minimaux
A moins d'un an	1 046	151	1 197	1 205	137	1 342
De 1 à 5 ans	1 975	996	2 971	2 615	213	2 828
A plus de 5 ans	3 616	529	4 145	4 017	702	4 719
Total	6 637	1 676	8 313	7 837	1 052	8 889

3.2.4.3. Loyers maintenus dans le résultat

Par ailleurs le montant des locations opérationnelles maintenues dans le résultat s'élève à 372 K€ en 2011 contre 343 en 2010.

3.2.5. Dépréciations d'actifs

Conformément au principe énoncé en note 1.4.2.3, la valeur comptable de chaque groupe d'actifs correspondant à chaque site de production, incluant les écarts d'acquisition qui lui sont rattachés a fait l'objet d'une comparaison avec leur valeur d'utilité, laquelle est égale à la somme des flux nets futurs actualisés de trésorerie attendus de chaque groupe d'actifs.

L'actualisation des flux de trésorerie futurs a été établie à partir du plan à moyen terme 2012-2016 du Groupe, établi en fin d'année 2011, et des dernières hypothèses budgétaires, avec un taux d'actualisation de 10% et un taux de croissance à l'infini de 0,5%, ces deux paramètres étant inchangés à ceux utilisés en 2010.

Le test réalisé fin 2011 a permis de confirmer la valeur au bilan des écarts d'acquisition et des actifs.

La sensibilité du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2011 de la valeur d'utilité des groupes d'actifs testés donne les résultats suivants pour les deux sites ayant la marge de test la plus faible:

	Marge du test (valeur comptable – valeur d'utilité)	Impact sur la valeur d'utilité de la diminution de 0,5 point du taux de croissance à l'infini	Impact sur la valeur d'utilité de l'augmentation de 1 point du taux d'actualisation
Site 1	0,2	-0,6	-1,5
Site 2	0,6	-0,3	-0,6

Par ailleurs, des dépréciations individuelles d'actifs incorporels et corporels ont également été comptabilisées au cours des exercices précédents, sur la base d'une analyse technique de chaque outil industriel. Cela concerne des biens dont l'utilisation future par le groupe est incertaine, du fait par exemple de l'arrêt de leur utilisation ou de leur obsolescence technique.

Les principaux mouvements comptabilisés sur la période sont les suivants :

Provisions pour dépréciation	Solde ouverture 31/12/2010	Ecart de change	Dotations	Reprises	Solde clôture 31/12/2011
Sur goodwill	228				228
Sur immobilisations incorporelles et corporelles	3 820				3 820
Sur actifs financiers	0		5		5
Total	4 048	0	5	0	4 053

3.2.6. Stocks et en-cours

	<u>31/12/2011</u>	<u>31/12/2010</u>
Valeur brute	21 195	19 112
Dépréciation	-2 121	-2 057
Valeur nette	19 074	17 055

Ventilation par nature :

	<u>31/12/2011</u>	<u>31/12/2010</u>
Matières premières / approvisionnements	5 327	5 573
En cours de biens	4 723	3 839
Produits intermédiaires et finis	9 024	7 643
Total stocks	19 074	17 055

3.2.7. Clients et comptes rattachés

	<u>31/12/2011</u>	<u>31/12/2010</u>
Valeur brute	40 390	40 429
Dépréciation	-677	-1 227
Valeur nette	39 713	39 202

Les créances cédées à l'affacturage en France sont maintenues dans le poste client pour un montant de 3 768 K€ au 31 décembre 2011 et 3 621 K€ au 31 décembre 2010, avec pour contrepartie une dette financière en concours bancaires courants.

Au 31 décembre, l'analyse des créances échues mais non dépréciées est résumée ci-après :

	Total en KEUR	Non échues et non dépréciées	Echues et non dépréciées					
			< 30 jours	30 - 60 jours	60 - 90 jours	90 - 120 jours	> 120 jours	
2011	39 714	33 026	5 331	427	-	92	45	976
2010	39 202	33 457	2 644	529	354	196	2 027	

3.2.8. Actifs courants d'exploitation

	31/12/2011	31/12/2010
Avances fournisseurs	1 014	532
Créances état, personnel, autres	5 342	8 334
Charges constatées d'avance	554	612
Autres actifs courants	6 910	9 478
Actif d'impôt courant (créance d'impôt exigible)	369	157
Total	7 279	9 635

Le montant du Crédit d'impôt recherche à recevoir s'élève à 111 K€ et est inclus dans la ligne « actif d'impôt courant ».

3.2.9. Trésorerie et équivalent de trésorerie

	31/12/2011	31/12/2010
Valeurs mobilières de placement	23 494	13 315
Disponibilités	8 496	17 148
VMP et Disponibilités	31 990	30 463
Concours bancaires courants et financements court terme	-5 959	-8 920
Trésorerie nette	26 031	21 543

Les valeurs mobilières de placement sont sur des supports sans risque, à court terme et sont disponibles.

- Instruments financiers actifs

	31/12/2011	31/12/2010
Instruments financiers actifs	673	944

(1) Le montant des instruments financiers actifs à fin 2011 correspond à la juste valeur des swaps en euros de trois emprunts hongrois souscrits en dollars. En 2010, leur juste valeur était inscrite en instruments financiers actifs pour un montant de 944 K€.

3.2.10. Immeubles de placement – actifs destinés à être cédés

Suite à l'arrêt de l'exploitation du site italien du groupe en juin 2008, l'ensemble immobilier italien avait été reclassé en actif destiné à être cédé à compter du 1^{er} juillet 2008, pour un montant de 851 K€, soit sa valeur nette comptable à cette date.

N'ayant pas réussi à finaliser rapidement les négociations en vue de la vente de cet actif, le groupe a reclassé cet actif à compter du 1 juillet 2010 en immeuble de placement, et a repris le plan d'amortissement initial du bien.

Un amortissement de 77 K€ a ainsi été comptabilisé, au titre de 2011 ainsi qu'une dépréciation de 62 K€. Ces montants figurent en dehors du résultat opérationnel courant, comme l'ensemble des coûts liés au site fermé.

La valeur nette comptable de ce bien s'élève donc à 520 K€ à fin décembre 2011.

3.2.11. Capitaux propres

3.2.11.1. Capital social

Le capital est composé de 6 582 120 actions de 1,52 euros. Il n'y a pas eu de changement sur la période.

Il est rappelé qu'en juillet 2010, Le Bélier avait procédé à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, finalisée le 6 août 2010 pour un montant de 12,3 millions d'euros, prime d'émission incluse. Cette augmentation de capital avait donné lieu à l'émission de 2 218 991 actions nouvelles de 1,52 euros de valeur nominale.

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide afin de préserver la confiance des actionnaires et des investisseurs et de soutenir sa croissance. Le Conseil d'Administration veille au rendement des capitaux employés et au niveau des dividendes versés aux actionnaires.

3.2.11.2. Option de souscription d'actions au profit des salariés :

Lors du Conseil d'administration du 28 juin 2011, il a été décidé à l'unanimité de consentir une attribution de 365 308 options d'achat d'actions représentant 5,55% du capital de la société et une attribution gratuite de 263 284 actions représentant 4% du capital de la société.

- Attribution d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions ont une durée de vie de 6 ans et sont consenties sans décote sur la base des 20 derniers cours de bourse précédant la date du Conseil, soit un prix de 7,83 € (conformément aux dispositions des articles L 225-177 et L 225-179 du code de commerce).

Les bénéficiaires sont les mandataires sociaux dirigeants et les principaux cadres dirigeants.

La répartition entre les bénéficiaires est effectuée selon des critères objectifs et en application du code de gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF, l'intégralité de l'attribution des options est assortie de conditions de performance et de présence applicables à l'ensemble des bénéficiaires.

Les conditions de performance sont basées sur l'évolution de la valeur économique consolidée moyenne (intégrant les notions d'ebitda et d'endettement financier net) du Groupe pour les exercices 2011 et 2012.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-185 du Code de commerce, le Conseil a décidé que les dirigeants mandataires sociaux devront conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions 15% des actions issues de l'exercice des options qui leur sont consenties.

Options d'achat d'actions attribuées au personnel salarié et/ou aux dirigeants mandataire sociaux

Date d'autorisation de l'AGE	Date du Conseil d'administration	Nombre total d'options attribuées	dont mandataires sociaux	dont 10 premiers salariés attributaires	Nombre total de bénéficiaires	Point de départ de l'exercice des options	Date d'expiration des options	Prix de souscription (en euros)
24/05/2011	28/06/2011	365 308	209 190	142 952	15	28/06/2013	28/06/2017	7,83

- Attribution gratuite d'actions

Les bénéficiaires sont les mandataires sociaux dirigeants, les principaux cadres dirigeants, les cadres des sociétés françaises et certains cadres salariés des filiales étrangères.

La répartition entre les bénéficiaires est effectuée selon des critères objectifs et en application du code de gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF, l'intégralité de l'attribution gratuite d'actions est assortie de conditions de performance et de présence applicables à l'ensemble des bénéficiaires.

Les conditions de performance sont basées sur l'évolution de la valeur économique consolidée moyenne (intégrant les notions d'ebitda et d'endettement financier net) du Groupe pour les exercices 2011 et 2012.

Les actions acquises gratuitement devront être conservées par leur bénéficiaire sous la forme nominative pendant une période de deux ans à compter de la date d'acquisition définitive.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-197-1 II du Code de commerce, le Conseil décide que les dirigeants mandataires sociaux devront conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions 15% des actions gratuites qui leur auront été attribuées.

Actions de performance attribuées au personnel salarié et/ou aux dirigeants mandataires sociaux

Date d'autorisation de l'AGE	Date du Conseil d'administration	Nombre total d'actions attribuées	dont mandataires sociaux	dont 10 premiers salariés attributaires	Nombre total de bénéficiaires	Date d'acquisition des droits	Date de fin de la période de conservation	Conditions de performance
24/05/2011	28/06/2011	262 878	139 460	95 300	82	28/06/2013	28/06/2015	Valeur économique (base: ebitda, endettement financier net)

Le montant des provisions comptabilisées sur l'exercice 2011 en charges de personnel au titre de ces plans s'élève à 805 K€.

Les caractéristiques de ces deux plans au 31/12/2011 sont les suivantes :

	Plan d'option d'achats d'actions	Plan d'attribution gratuite d'actions
Juste valeur unitaire à l'attribution en euro	3,19	7,81
Modèle de valorisation utilisé	Black and Scholes	cours à la date du plan (28/06/2011)
Volatilité	50%	
Période d'acquisition des droits	24 mois	24 mois
Durée de vie contractuelle résiduelle	66 mois	18 mois
Taux d'interêt	2,10%	

3.2.11.3. Autocontrôle

Au 31 décembre 2011, le groupe détient 418 959 actions de la société LE BELIER pour un montant de 3 114 K€.

Conformément à IAS 32, ces titres d'autocontrôle sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

3.2.11.4. Dividendes payés et proposés

Aucun dividende payé ni proposé en 2010 ni en 2011.

3.2.12. Emprunts et dettes financières long terme**3.2.12.1. Flux des dettes financières de l'exercice :**

	31/12/2010	Ecart de change	Variation juste valeur	Augment.	Diminut.	31/12/2011
<u>Dettes financières long terme</u>	52 958	- 104	- 271	9 700	- 14 496	47 787
- locations financières et crédit bail mobilier	1 289				- 751	538
- locations financières et crédit bail immobilier	6 548				- 449	6 099
- emprunts bancaires (1)	45 121	- 104	- 271	9 700	- 13 296	41 150
<u>Emprunts divers</u>	166	- 7	-	6	- 120	45
- participation des salariés & divers	46	- 7		6		45
- Avance remboursable	120				- 120	-
Total endettement MLT	53 124	- 111	- 271	9 706	- 14 616	47 832

(1) Incidence des instruments de couvertures sur le montant des dettes financières

(en K€)	31/12/2010	31/12/2011
Emprunts au coût amorti ne bénéficiant pas d'instruments de couverture	33 942	35 469
Emprunts au coût amorti couverts par cross currency swap	10 235	5 008
Impact des instruments de couverture de juste valeur	944	673
Emprunts à la juste valeur après couverture	45 121	41 150

3.2.12.2. Ventilation des dettes par échéance :

	Solde au 31/12/2011	Échéances - 1 an	Échéances de 1 à 5 ans	Échéances + 5 ans
<u>Dettes financières long terme</u>	47 787	14 754	28 202	4 831
- locations financières et crédit bail mobilier	538	436	102	
- locations financières et crédit bail immobilier	6 099	610	1 873	3 616
- emprunts bancaires	41 150	13 708	26 227	1 215
<u>Emprunts divers</u>	45	45	0	0
- participation des salariés & divers	45	45		
- avance remboursable				
TOTAL DETTES FINANCIERES LONG TERME	47 832	14 799	28 202	4 831

Au cours de l'exercice, le Groupe a finalisé la négociation des contrats suivants :

- En Hongrie, levée d'un nouveau crédit moyen terme sur 5 ans pour un montant de 5 500 K€ ;
- En France, levée d'un crédit moyen terme pour 1 200 K€ et de deux crédits OSEO pour 3 000 K€.

(1) Covenants

Dans certains contrats de prêt que le groupe a signé, il existe des clauses de remboursement anticipé liées à des ratios de structure financière calculés sur la base des comptes annuels, soit au 31/12/2011.

Conformément à IAS 1 – Présentation des états financiers, la part à plus d'un an des emprunts qui pourraient être concernés par le non- respect de ces ratios seront reclassés en part courante des dettes financières long terme.

Au 31 décembre 2011, tous les covenants sont respectés.

3.2.12.3. Ventilation des dettes par devise de remboursement, après impact de couverture

	31/12/2011	31/12/2010
- En Euros	46 981	51 514
- En Dollars	851	1 610
Total	47 832	53 124

3.2.12.4. Ventilation des emprunts bancaires LT par nature de taux, après impact de couverture

	31/12/2011	31/12/2010
Taux fixe	24 589	17 862
Taux variable	16 561	26 315
Total	41 150	44 177

3.2.13. Actifs et passifs d'impôts différés

	31/12/2011	31/12/2010
	Net	Net
Crédit bail et location financière	-1 191	-1 222
Evaluation immobilisations et amortissements	-205	-411
Avantages au personnel	539	445
Différences temporaires	-384	137
Provisions règlementées	0	-29
Autres	-375	-385
Activation déficit fiscal	779	517
Activation déficits fiscaux (crédit d'impôt Serbie)	567	0
Comptabilisation des impôts différés passifs (Mexique)	-612	0
Total net	-882	-948
Total ID Actif	1 080	468
Total ID passif	-1 962	-1 416

Durant l'exercice, le Groupe a enregistré :

- une charge de 50 K€ en résultat ;
- une charge de 3 K€ comptabilisée en capitaux propres.

Le groupe a comptabilisé un impôt différé passif de 612 K€ relatif à la taxe IETU au Mexique.

En Serbie, compte tenu de l'évolution des résultats et des perspectives favorables, un impôt différé actif a été comptabilisé pour un montant de 567 K€.

Il n'a pas été comptabilisé d'impôt différé actif sur les déficits fiscaux au-delà des montants d'impôts différés passifs nets pour les entités françaises, italiennes et mexicaines, jugeant leur utilisation non probable à court terme.

- En France, les déficits fiscaux n'ayant pas fait l'objet d'impôt différé actif s'élèvent à 32 552 K€ à fin 2011. Les déficits fiscaux sont reportables sans limite de durée.
- Au Mexique, les déficits fiscaux n'ayant pas fait l'objet d'impôt différé actif s'élèvent à 16 276 K€ à fin 2011. Ils sont reportables dans la limite de 10 années.

Echéances d'actifs d'impôts différés non reconnus :

2012	: 132
2013	: 100
2014	: 27
2015	: 214
2016 et au-delà	: 4 411
Illimité	: 10 850

3.2.14. Provisions**3.2.14.1. Flux de l'exercice**

Provisions pour risques et charges	31/12/2010	Ecart de change	Autres variations	Dotations	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	31/12/2011
Litiges Clients / Fournisseurs	290	-22		107	-96	-3	276
Litiges salariés	263	2		117	-123	-82	177
Avantages au personnel (1)	1 845	-40	140	235	-96	-11	2 073
Plan social et restructuration	232				-130		102
Provisions pour impôt	138	-6		163	-77		218
Total	2 768	-66	140	622	-522	-96	2 846
dont résultat opérationnel courant				526	-332	-42	
dont autres produits et charges opérationnels (restructuration)				96	-190	-54	

- Les autres variations concernent les avantages au personnel et correspondent pour 91 K€ à des charges financières comptabilisées en résultat et pour 49 K€ à des écarts actuariels comptabilisés directement en capitaux propres.
- La provision pour plan social et restructuration relative à l'accord de GPEC en France est désormais soldée au 31 décembre 2011.

Il n'existe pas d'autre litige né au 31 décembre 2011, qui serait de nature à remettre en cause les états financiers au 31/12/2011.

3.2.14.2. Echéances des provisions

Provisions pour risques et charges	31/12/2011	Part courante	Part non courante
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'un an
Litiges Clients / Fournisseurs	276	276	
Litiges salariés	177	177	
Avantages au personnel	2 073		2 073
Plan social et restructuration	102	102	
Provisions pour impôt	218	218	
TOTAL	2 846	773	2 073

3.2.15. Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont composés essentiellement d'indemnités de fin de carrière (IFC), ainsi que d'indemnités de fin de contrat de travail.

La décomposition au 31/12/2011 est la suivante :

- IFC 1 478 K€
- Indemnités de fin de contrat de travail 595 K€
- Autres avantages à long terme 0 K€

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont les suivants

3.2.15.1. Méthode d'évaluation

L'engagement a été calculé par la méthode des Unités de Crédit Projetées telle que recommandée par la norme IAS19.

3.2.15.2. Hypothèses de l'évaluation pour les deux principaux pays (France et Hongrie)

- *Hypothèses actuarielles*

Date de l'évaluation actuarielle des engagements :	31/12/2011
Date d'extraction des données :	30/11/2011
Table de mortalité :	INSEE 00/02
Taux d'actualisation	4,3% pour la France (4,6% en 2010) 7% pour la Hongrie (6% en 2010)

Pour la France, le taux d'actualisation proposé correspond au taux des obligations d'entreprises notées AA sur la zone euro et d'une durée supérieure à 10 ans.

Pour la Hongrie, il se base sur les taux directeurs de la banque centrale.

- *Hypothèses catégorielles*

Indemnités de Départ à la Retraite (France & Hongrie)

Pays	Catégorie	Droits IFC	Age de départ à la retraite	Modalité de départ	Taux des charges patronales	Evolution des salaires
France	Cadres	Métallurgie Ingénieurs et cadres	(*)	Volontaire	FAB : 42,7% LB : 38,8%	2,5 %
	Non cadres	Métallurgie Gironde - Landes	(*)	Volontaire	FAB : 42,7% LB : 38,8%	2,5 %
Hongrie	Femmes	Table Le Belier Hongrie	65 ans	Volontaire	37%	4%
	Hommes	Table Le Belier Hongrie	65 ans	Volontaire	37%	4%

(*) Age de départ à la retraite pour la France :

Cadres : Nés en 1951 et avant : 63 ans
Nés en 1952 et après : 64 ans

Non cadres : Nés en 1951 et avant : 60 ans
Nés entre 1952 et 1954 : 61 ans
Nés en 1955 et après : 62 ans

Les droits sont ceux en vigueur au cours de l'exercice 2011.

Le Groupe n'a pas d'engagements envers les salariés en Chine.

Les régimes faisant l'objet de la présente évaluation ne sont pas financés.

3.2.15.3. Hypothèses pour le Mexique

Au Mexique, l'évaluation est pratiquée selon la norme NIF-D3, qui converge tant du point de vue terminologie que de la norme vers les standards internationaux IASB et FASB.

Les hypothèses utilisées sont les suivantes :

- Taux d'actualisation: 7,45% (contre 7,50% en 2010)
- Taux d'évolution des salaires: entre 4% et 5,8% (contre 3,5 à 5,9% en 2010)

3.2.15.4. Evolution des engagements pour le Groupe

	2 011	2 010
Evolution de l'engagement (DBO)		
Engagement à l'ouverture	2 025	1 634
Coût des services rendus	184	156
Charge d'intérêt	91	79
Pertes et (gains) actuariels	77	46
Prestations payées sur l'exercice	-83	-46
Modification du régime	0	185
Réduction / liquidation du régime	-13	-29
Ecart de change	-40	0
Engagement à la clôture	2 241	2 025
Détail de la charge de l'exercice		
Coût des services rendus	184	156
Charge d'intérêt	91	79
Amortissement des services passés	12	5
Pertes et (gains) s/ réduction du régime	-13	-29
Charge / (produit) de l'exercice	274	211
Evolution de la provision		
Provision à l'ouverture	1 845	1 634
Charge / (produit) de l'exercice	274	211
Pertes et (gains) actuariels enregistrés en capitaux propres	49	57
Pertes et (gains) actuariels enregistrés en résultat	28	-11
Prestations payées sur l'exercice	-83	-46
Ecart de change	-40	0
Provision à la clôture	2 073	1 845

En 2010, un avenant à l'accord National de la Métallurgie, publié en juillet, prévoyait un barème de droits en cas de départ volontaire, plus favorable que précédemment. Cet événement avait été traité en modification de régime.

La charge de l'exercice 2011 est comptabilisée :

- En dotations nettes aux provisions pour 128 K€
- En autres produits et charges financiers pour 91 K€

Le montant total des écarts actuariels comptabilisés directement dans les capitaux propres s'élève à :

- 57 K€ au 31/12/2010
- 49 K€ au 31/12/2011

3.2.16. Autres passifs non courants : Subventions d'investissement

	31/12/2010	Ecart de change	Augment.	Reprise	31/12/2011
Hongrie	381	-	21	-	178
Total Subvention investissement	381	-	21	-	178

3.2.17. Autres passifs courants

Dettes d'exploitation et d'immobilisation

	31/12/2011	31/12/2010
Avances clients	1 557	690
Dettes fiscales sociales	7 801	9 988
Dettes / immobilisation	336	721
Dettes diverses	1 010	1 378
Produits constatés d'avance	2 531	2 293
S/t Autres passifs courants	13 235	15 070

Les produit constatés d'avance correspondent principalement à des provisions pour le renouvellement de certains moules d'outillage.

3.2.18. Passifs courants de financement (moins d'un an)

	31/12/2011	31/12/2010
en KEUR		
Découvert bancaires	5 959	8 920
Part courante des emprunts à LT	14 799	15 674
Instruments financiers passifs	-	-
TOTAL	20 758	24 594

4. Informations diverses

4.1. INFORMATION SECTORIELLE

4.1.1. Chiffres significatifs par secteur

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le groupe est organisé en unités opérationnelles basées sur la localisation des sites de production et surtout sur la localisation des clients :

- Les sites européens (France, Hongrie, Serbie) pour les clients européens
- Les sites mexicains et chinois pour respectivement les clients américains et les clients de la zone Asie

Le management du groupe gère ces unités opérationnelles de manière autonome pour le suivi de leur performance et l'allocation des ressources. Les indicateurs utilisés pour mesurer la performance des secteurs, et notamment le résultat opérationnel sont réconciliés ci-dessous avec les états financiers consolidés. La dette financière, les résultats financiers et les impôts sont suivis au niveau du groupe et ne sont pas alloués aux secteurs.

Les unités opérationnelles mexicaines et chinoise ont été agrégées dans le secteur « Hors Europe ». Ces unités opérationnelles présentent des caractéristiques communes, notamment en termes de nature de clients et de monnaie de facturation (en grande partie en dollars américains).

Les flux inter-secteurs se font à un prix de cession interne comparable au prix de marché.

Compte de résultat

31/12/2011	Europe	Hors Europe	Autres	Total
Chiffre d'affaires	171 953	56 531	-3 481	225 003
Charges	-158 281	-51 493	3 561	-206 213
Résultat opérationnel courant	13 672	5 038	80	18 790
Autres produits et charges opérationnels	-338		17	-321
Résultat opérationnel	13 334	5 038	97	18 469
Résultat financier				-1 578
Impôt				-4 181
Résultat net				12 710
Autres informations				
Investissements	8 982	1 983		10 965
Dotations nettes aux amortissements	9 805	3 393		13 198
Dépréciations nettes d'actifs immobilisés	62			62

31/12/2010	Europe	Hors Europe	Autres	Total
Chiffre d'affaires	177 347	56 494	-37 678	196 163
Charges	-166 160	-52 487	37 697	-180 950
Résultat opérationnel courant	11 187	4 007	19	15 213
Autres produits et charges opérationnels	-459	-621	2	-1 078
Résultat opérationnel	10 728	3 386	21	14 135
Résultat financier				-428
Impôt				-3 744
Résultat net				9 963
Autres informations				
Investissements	4 532	1 643		6 175
Dotations nettes aux amortissements	9 253	2 919		12 172
Dépréciations nettes d'actifs immobilisés	233	1 165		1 398

Bilan

31/12/2011	Europe	Hors Europe	Autres	Total
Actifs sectoriels :				
Immobilisations nettes	38 441	13 521		51 962
Stock/créances	59 756	17 704	-13 331	64 129
Autres actifs (non ventilé)				36 920
Total actif				153 011
Passifs sectoriels :				
Dettes fournisseurs	25 702	10 179	-5 750	30 131
Impôt différé passif (non ventilé)				1 962
Autres passifs (non ventilé)				16 262
Dettes financières (non ventilé)				53 791
Capitaux propres (non ventilé)				50 865
Total passif				153 011
31/12/2010				
	Europe	Hors Europe	Autres	Total
Actifs sectoriels :				
Immobilisations nettes	41 221	15 560		56 781
Stock/créances	62 066	20 626	-26 435	56 257
Autres actifs (non ventilé)				42 921
Total actif				155 959
Passifs sectoriels :				
Dettes fournisseurs	41 555	15 216	-26 119	30 652
Impôt différé passif (non ventilé)				1 416
Autres passifs (non ventilé)				18 219
Dettes financières (non ventilé)				62 043
Capitaux propres (non ventilé)				43 629
Total passif				155 959

4.1.2. Chiffre d'affaires par principaux clients

Le chiffre d'affaires se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2011		31/12/2010	
Continental Teves	66,3	29%	55,4	28%
TRW	47,9	21%	40,1	20%
Bosch	22,2	10%	21,2	11%
Autres clients	88,6	39%	79,5	41%
Total chiffre d'affaires	225,0	100%	196,2	100%

4.1.3. Chiffres significatifs réalisés en France

- Chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires réalisé avec des groupes français s'élève à 15 690 K€ en 2011 contre 13 761 K€ en 2010.

Le chiffre d'affaires réalisé avec des groupes étrangers s'élève à 209 313 K€ en 2011 contre 182 808 K€ en 2010.

- Actifs non courants (goodwill, immobilisations corporelles et corporelles, actifs financiers non courants et actifs d'impôts différés) :

Les actifs non courants situés en France s'élèvent à 12 164 K€ en 2011 contre 11 450 en 2010.

Les actifs non courants situés hors de France s'élèvent à 42 118 K€ en 2011 contre 47 210 en 2010.

4.2. OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

4.2.1. Instruments de couverture et de change

Les instruments financiers utilisés par le Groupe Le Bélier font l'objet d'une gestion centralisée et ont pour objet de réduire l'exposition au risque de change sur les flux futurs de ses transactions ainsi qu'au risque de fluctuation de taux d'intérêt sur les flux de ses emprunts et ne relèvent d'aucun objectif spéculatif. La politique dans ce domaine est inchangée par rapport à décembre 2010.

Au 31 décembre 2011	Montant notionnel en KEUR	Maturité résiduelle		
		-1 an	2 à 5 ans	5 ans
Swap de change et de taux (cross currency swap)				
USD / EUR et taux fixe / Euribor	5 611	4 585	1 026	0

Au 31/12/2011 et au 31/12/2010, le Groupe possédait plusieurs contrats de Cross Currency Swap pour un montant notionnel de 5 611 K€ au 31/12/2011 et de 10 950 K€ au 31/12/2010, selon lequel il reçoit un taux d'intérêt fixe compris entre 3,87% et 5,75% et il paie un taux d'intérêt variable sur la base de l'Euribor 3 ou 6 mois + marge. Ces contrats sont utilisés pour couvrir l'exposition au risque de trois emprunts libellés en USD.

Au 31/12/2011, la juste valeur de ces contrats était positive de 673 K€ (juste valeur déterminée à partir de données d'experts en évaluation).

Au 31/12/2010, la juste valeur de ces contrats était positive de 944 K€.

Du fait de ces instruments de couverture de juste valeur, le Groupe a constaté :

Un gain de 271 K€ sur l'élément couvert

Une perte du même montant sur l'instrument de couverture.

4.3. ELEMENTS DE COMPARAISON

L'évolution des taux de conversion utilisés pour les filiales étrangères est la suivante :

Pour 1 EUR	Bilan:		Compte de résultat :		Variation	
	Taux de clôture		Taux moyen		Comptes de bilan	Comptes de résultat
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010		
Hongrie (HUF)	311,1300	278,7500	279,3355	275,4085	11,6%	1,4%
Mexique (MXN)	18,0512	16,5475	17,3135	16,7582	9,1%	3,3%
Chine (CNY)	8,1588	8,8220	8,9969	8,9795	-7,5%	0,2%
Serbie (RSD)	104,6409	105,4982	101,6171	102,4352	-0,8%	-0,8%
USD	1,2939	1,3362	1,3922	1,3266	-3,2%	4,9%

4.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31/12/2011	31/12/2010
<u>Engagements hors bilan liés au périmètre du Groupe consolidé</u>	-	-
<u>Engagements hors bilan liés au financement du Groupe</u>		
- <u>Dettes assorties de garanties :</u>		
Nantissement de fonds de commerce	-	1 500
Nantissement de matériel	22 361	26 528
Nantissement de titres	762	762
Promesse de nantissement de titres		-
Hypothèques immeubles	3 677	6 711
- <u>Autres engagements donnés :</u>		
Avals et cautions aux banques	1 322	1 770
- <u>Engagements reçus :</u>		
Garantie OSEO	2 262	3 662
Cautions bancaires		-
Crédit moyen terme non utilisé		-
Crédit court terme non utilisé	8 550	7 923
Caution tiers	1 459	1 945
<u>Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du Groupe</u>		
- <u>Engagements donnés :</u>		
Avals et cautions fournisseurs	2 313	280
- <u>Engagements reçus :</u>		
Caution tiers	81	735
- <u>Obligations contractuelles</u>		
Locations simples mobilières	655	572
Locations simples immobilières	10	13
Commandes fermes d'immobilisations	312	330
Commandes fermes de matières premières (nettes des engagements clients)	8 812	6 060
Locations financières: montants minimaux futurs prévus	8 313	8 889

4.5. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

4.5.1. Relations avec Le Béliér Participations et le Fonds de Consolidation et de Développement des Entreprises

Suite à la réorganisation du capital de la société intervenue en juillet 2010, le Fonds de Consolidation et de Développement des Entreprises (FCDE) a pris une participation minoritaire significative au côté de Le Béliér Participations dans une société commune détenant 57,68 % du capital du Groupe, dénommée Copernic.

Le montant des transactions avec LBP et ses filiales est comptabilisé :

- en résultat à hauteur de 29 K€ dans les charges de l'exercice au titre de prestations administratives et 94 K€ dans les produits.
- au bilan à hauteur de 83 K€ dans le poste client et 7 K€ dans le poste fournisseurs.

Aucune transaction significative avec le FCDE ou Copernic impactant le résultat de l'exercice n'a été comptabilisée.

Il n'existe pas de dettes ou de créances entre le groupe et le FCDE ou Copernic.

4.5.2. Rémunération des dirigeants

Au 31/12/2011, conformément à IAS 24, la rémunération des dirigeants membres du conseil d'administration, comptabilisée dans le compte de résultat, se ventile de la façon suivante :

▪ Avantages à court terme :	1 151 K€ (1)
▪ Avantages postérieurs à l'emploi :	0
▪ Autres avantages à long terme	0
▪ Indemnité de fin de contrat de travail	0
▪ Paiement en actions	0

(1) dont 135 K€ en jetons de présence versés en 2011 au titre de l'exercice 2010.

Par ailleurs,

- dans les provisions pour avantages au personnel, sont comptabilisées d'autres avantages à long terme pour 92 K€ et des indemnités de fin de contrat de travail pour les dirigeants à hauteur de 302 K€.
- les dirigeants membres du Conseil d'administration ont bénéficié d'un plan d'attribution gratuite de 139 460 actions et d'un plan d'options d'achat de 209 190 actions.

4.6. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GROUPE LE BELIER HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (en euros)	Cabinet Ernst & Young				ACEFI CL				Autres			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
AUDIT												
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	162 210	153 637	99,1%	85,4%	119 700	119 700	100,0%	95,6%	51 492	41 511	52,2%	58,3%
- émetteur	71 500	71 500	43,7%	39,8%	64 700	64 700	54,1%	51,7%	0	0	0,0%	0,0%
- filiales intégrées globalement	90 710	82 137	55,4%	45,7%	55 000	55 000	45,9%	43,9%	51 492	41 511	52,2%	58,3%
Prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	1 500	26 212	0,9%	14,6%	0	5 500	0,0%	4,4%	0	0	0,0%	0,0%
- émetteur	1 500	24 212	0,9%	13,5%	0	5 500	0,0%	4,4%	0	0	0,0%	0,0%
- filiales intégrées globalement	0	2 000	0,0%	1,1%	0	0	0,0%	0,0%	0	0	0,0%	0,0%
Sous total	163 710	179 849	100,0%	100,0%	119 700	125 200	100,0%	100,0%	51 492	41 511	52,2%	58,3%
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique, Fiscal, Social	0	0	0,0%	0,0%	0	0	0,0%	0,0%	47 067	29 717	47,8%	41,7%
- émetteur	0	0	0,0%	0,0%	0	0	0,0%	0,0%	0	0	0,0%	0,0%
- filiales intégrées globalement	0	0	0,0%	0,0%	0	0	0,0%	0,0%	47 067	29 717	47,8%	41,7%
TOTAL	163 710	179 849	100,0%	100,0%	119 700	125 200	100,0%	100,0%	98 559	71 228	100,0%	100,0%

4.7. OBJECTIFS ET POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

4.7.1. Risque de taux et de change

Les instruments financiers utilisés par le Groupe Le Bélier font l'objet d'une gestion centralisée et ont pour objet de réduire l'exposition au risque de change sur les flux futurs de ses transactions ainsi qu'au risque de fluctuation de taux d'intérêt sur les flux de ses emprunts et ne relèvent d'aucun objectif spéculatif.

La politique du Bélier en matière de risque de taux et de change est la suivante :

4.7.1.1. Risque de taux

- La politique du groupe est de favoriser les prêts à taux fixe. Si les conditions de marché ne permettent pas la réalisation de cette priorité, le prêt est indexé à un taux variable EURIBOR ou LIBOR USD,
- Le groupe utilise plusieurs types d'instruments pour optimiser ses charges financières et gérer la répartition entre dettes à taux fixe et dettes à taux variable,
- L'exposition du groupe au taux variable avant et après couverture de taux est la suivante :

Emprunts bancaires LT à taux variable en K€	Avant couverture	Après couverture
Au 31/12/2011	9 432	16 565
Au 31/12/2010	16 080	26 315

Sur la base de la dette financière à taux variable après couverture au 31 décembre de chaque exercice, la sensibilité au risque de taux à une variation de 1% sur le montant des charges financières est de :

- Plus ou moins 166 K€ au 31/12/2011
- Plus ou moins 263 K€ au 31/12/2010

- La nature des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables est la suivante :

Base des taux variables	31/12/2011		31/12/2010	
Euribor 6M	7 132	43%	13 745	52%
Euribor 3M	8 625	52%	11 005	42%
<u>Libor 3MUSD</u>	<u>808</u>	<u>5%</u>	<u>1 565</u>	<u>6%</u>
Total	16 565	100%	26 315	100%

4.7.1.2. Risque de change

Risque de change sur endettement : la politique du groupe est que chaque société s'endette dans la devise de sa zone opérationnelle,

Risque sur les flux opérationnels libellés en devise autre que la devise opérationnelle :

- pour les achats : couverture en devise locale en Hongrie des achats auprès des fournisseurs locaux et des coûts salariaux ;
- pour les ventes : pour mémoire, la devise de facturation pour la Hongrie et la Serbie est l'euro, pour le Mexique et pour la Chine, principalement l'USD.

L'exposition du groupe au risque de change est la suivante :

2011	RISQUE CONSOLIDE					
	En K EUR	USD	HUF	MXN	RSD	CNY
Devise						
Exploitation						
Chiffre d'affaires	37 673					25 443
Masse sal, fourn locaux, taxes ...	-20 567	-22 337	-6 572	-6 596		-22 793
	17 106	-22 337	-6 572	-6 596	2 650	
Sensibilité +1% (hausse EUR)	-171	223	66	66		-27
Financement						
Emprunts	-2 022					-1 436
Sensibilité +1% (hausse EUR)	20,2					14,36
	-150,8	223,4	65,7	66,0	-12,1	

Remarque : l'analyse de sensibilité est calculée avec une hypothèse de variation dans le même sens de 1% de chacune des devises.

Au 31 décembre 2011 aucun instrument de couverture de change n'était en vigueur.

4.7.2. Risque de liquidité

A l'étranger, Les emprunts et dettes financières contractés en Hongrie (21,6 M€ au 31 décembre 2011) comportent des clauses de type covenants financiers à respecter, calculés sur la base des comptes consolidés annuels:

- Ratio EBITDA / variation nette de la dette long et moyen terme supérieur à 2 ;
- Ratio dettes long et moyen terme / EBITDA inférieur à 4.29.

Les autres emprunts et dettes financières contractés à l'étranger (Mexique, Serbie, Chine) ne comportent pas de clauses de type covenants financiers à respecter.

Le Groupe prévoit d'être en mesure de respecter ses obligations financières sur les douze prochains mois.

4.7.3. Risque de crédit

Le risque crédit sur les clients est géré par chaque ligne opérationnelle en fonction des politiques, procédures et contrôle de la gestion du risque de crédit mis en place par le Groupe.

Cependant, même si nos clients font l'objet d'une attention toute particulière en termes de risque et de délais de règlement, nous estimons que l'évolution favorable des marchés contribue à la diminution des risques d'insolvabilité.

ACEFI CL
48, avenue du Président-Wilson
75116 Paris
S.A.R.L. au capital de € 220.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Le Bélier

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Le Bélier, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les goodwill et les immobilisations corporelles et incorporelles ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans la note 1.4.2.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons revu les modalités de réalisation de ces tests fondés notamment sur les perspectives de rentabilité des activités concernées, et apprécié le caractère raisonnable des estimations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 5 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

ACEFI CL

ERNST & YOUNG Audit

Delphine Méheut

Laurent Chapoulaud

LE BELIER S.A.

COMPTES SOCIAUX
et annexes

au 31/12/2011

LE BELIER SA

En Euros	<i>Montant brut</i>	<i>Amortissements</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets et droits similaires	2 112 612	1 277 678	834 934	1 208 076
Fond commercial	3 622 381		3 622 381	3 622 381
Autre immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	13 920		13 920	13 920
Constructions	636 634	206 128	430 506	498 607
Installations techniques, matériels et outillages	8 738		8 738	8 738
Autres immobilisations corporelles	256 690	149 754	106 936	79 547
Immobilisations en cours	27 868		27 868	6 420
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations	42 168 257	15 460 000	26 708 257	25 225 257
Créances rattachées à des participations	4 678 074		4 678 074	3 841 812
Autres immobilisations financières	3 147		3 147	3 147
ACTIF IMMOBILISE	53 528 321	17 093 561	36 434 761	34 507 905
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	10 023 667	61 235	9 962 432	7 372 060
Autres créances	11 835 130	1 239 934	10 595 196	10 421 759
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	16 035 993	40 646	15 995 347	13 249 987
Disponibilités	1 327 223		1 327 223	2 016 688
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	55 435		55 435	37 388
ACTIF CIRCULANT	39 277 449	1 341 815	37 935 634	33 097 882
Ecart de conversion actif	0		0	35 929
TOTAL GENERAL	92 805 770	18 435 376	74 370 395	67 641 716

LE BELIER SA

En Euros	<i>31/12/2011</i>	<i>31/12/2010</i>
Capital social ou individuel (dont versé: 10.004.822)	10 004 822	10 004 822
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 825 619	9 825 619
Réserve légale	1 000 482	1 000 482
Report à nouveau	13 098 327	11 125 510
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	5 347 716	1 972 818
Provisions règlementées	480 240	239 092
CAPITAUX PROPRES	39 757 207	34 168 343
Provisions pour risques	140 000	122 569
Provisions pour charges	516 682	
PROVISIONS	656 682	122 569
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 269 787	14 187 142
Emprunts et dettes financières diverses	152 014	152 014
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	716 527	1 191 432
Dettes fiscales et sociales	2 958 381	2 359 169
DETTES DIVERSES		
Autres dettes	15 276 129	15 275 352
DETTES	33 372 838	33 165 109
Ecart de conversion passif	583 668	185 695
TOTAL GENERAL	74 370 395	67 641 716

LE BELIER SA

En Euros	31/12/2011	31/12/2010
Chiffres d'affaires nets	14 557 155	12 361 244
Production immobilisée	148 775	31 052
Subvention d'exploitation	2 027	0
Reprises sur dépréciations, provisions, transfert de charges	649 791	720 847
Autres produits	925	1 671
PRODUITS D'EXPLOITATION	15 358 673	13 114 814
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	13 182	55 464
Autres achats et charges externes	3 010 771	3 491 261
Impôts, taxes et versements assimilés	552 259	577 396
Salaires et traitements	6 523 555	5 927 489
Charges sociales	3 503 062	2 283 253
Dotations aux amortissements	541 181	524 425
Dotations aux dépréciations	61 235	0
Dotations aux provisions	516 682	37 239
Autres charges	116 601	61 982
CHARGES D'EXPLOITATION	14 838 528	12 958 509
RESULTAT D'EXPLOITATION	520 145	156 305
Produits financiers de participations	4 558 852	1 444 099
Autres intérêts et produits assimilés	602 245	423 589
Reprises sur dépréciations, provisions, transfert de charges	1 518 929	7 598 423
Différences positives de change	93 011	406 986
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	7 848	0
PRODUITS FINANCIERS	6 780 885	9 873 097
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	839 004	4 359 717
Intérêts et charges assimilés	738 056	3 396 823
Différences négatives de change	183 272	113 174
Charges nettes sur cessions de VMP	18 317	0
CHARGES FINANCIERES	1 778 648	7 869 714
RESULTAT FINANCIER	5 002 237	2 003 383
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	5 522 382	2 159 688
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	36 662
Produits exceptionnels sur opérations de capital	0	5 755
Reprises sur dépréciations, provisions, transfert de charges	45 000	164 947
PRODUITS EXCEPTIONNELS	45 000	207 364
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 640	6 807
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	44 128	241 337
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	361 148	239 092
CHARGES EXCEPTIONNELLES	416 916	487 236
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-371 916	-279 872
Impôts sur les bénéfices	-197 250	-93 002
BENEFICE OU PERTE	5 347 716	1 786 814

LE BELIER
Plantier de la Reine
33 240 VERAC

ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Les comptes annuels ont été arrêtés le 27 mars 2012 par le Conseil d'Administration.

Les chiffres figurant dans les annexes sont exprimés en milliers d'euros (KEUR).

SOMMAIRE

<u>1- Faits significatifs</u>	84
<u>1-1- Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice 2011 :</u>	84
<u>1-2- Evénements postérieurs à la clôture:</u>	84
<u>2- Principes comptables</u>	85
<u>2-1- Actifs incorporels et corporels</u>	85
<u>2-2- Immobilisations financières</u>	85
<u>2-3- Engagements de retraite</u>	86
<u>2-4- Créances et Dettes</u>	86
<u>2-5- Valeur Mobilières de Placement</u>	86
<u>3-1- Actif immobilisé</u>	87
<u>3-1-1- Immobilisations incorporelles</u>	87
<u>3-1-2- Immobilisations financières</u>	88
<u>3-2- Actif circulant</u>	89
<u>3-3- Actions propres</u>	89
<u>3-4- Valeurs mobilières de placement et disponibilités</u>	89
<u>3-5- Capitaux propres</u>	90
<u>3.5.1. - Variation des capitaux propres :</u>	90
<u>3.5.2. - Capital social :</u>	90
<u>3.5.3. - Options d'achat d'actions et attribution gratuite d'actions au profit des salariés :</u>	90
<u>3.5.4. - Provisions réglementées</u>	91
<u>3.5.5. - Provisions:</u>	91
<u>3-6- Dettes financières</u>	92
<u>3.6.1. - Echéances des dettes financières:</u>	92
<u>3.6.2. - Ventilation des dettes financières à moyen terme par nature :</u>	92
<u>3-7- Dettes d'exploitation</u>	92
<u>3-8- Produits à recevoir et charges à payer</u>	92
<u>4- Renseignements concernant les postes du compte de résultat</u>	93
<u>4-1- Chiffre d'affaires</u>	93
<u>4-2- Autres produits d'exploitation</u>	93
<u>4-3- Autres achats et charges</u>	93
<u>4-4- Impôts et taxes</u>	93
<u>4-5- Salaires et charges sociales</u>	93
<u>4-6- Effectifs fin de période</u>	93
<u>4-7- Frais de recherche et développement</u>	94
<u>4-8- Résultat financier</u>	94
<u>4-9- Résultat exceptionnel</u>	94
<u>4-10- Impôt sur les bénéfices</u>	95
<u>4-11- Rémunération des dirigeants</u>	95
<u>5- Informations diverses</u>	96
<u>5-1- Engagements hors bilan</u>	96
<u>5-2- Exposition au risque de change</u>	96
<u>5-3- Engagements de crédits baux</u>	96
<u>5-4- Filiales et participations</u>	97

<u>5-5- Entreprises liées</u>	98
<u>5-6- Identité de la société mère consolidant les comptes de la société.</u>	98
<u>6- Tableau de financement</u>	99

1- Faits significatifs

La société LE BELIER a une double activité :

- celle de holding,
- celle de prestataire de services au bénéfice des sociétés du groupe.

1-1- Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice 2011 :

Liquidation de la filiale italienne BMP :

Les opérations de liquidation de la filiale italienne BMP se sont poursuivies au cours de l'exercice 2011, et une provision complémentaire pour dépréciation du compte courant de 798 k€ a été constituée.

Soutien à la filiale Fonderies et Ateliers du Bélier (FAB) :

Le Bélier a accordé son soutien à ses filiales notamment FAB en renonçant à percevoir les loyers pour l'ensemble immobilier en 2011, décision reconductible lors du Conseil d'administration qui clôturera les comptes du 31/12/2011.

Plans d'attribution gratuite d'actions et d'options d'achat d'actions :

L'AG du 24/05/2011 a autorisé le Conseil d'administration à mettre en place un plan d'options d'achat d'actions et un plan d'attribution gratuite d'actions. Le conseil d'administration du 28/06/2011 en a défini les modalités. Celles-ci sont détaillées dans le paragraphe 3.5.3.

1-2- Evénements postérieurs à la clôture:

Néant

2- Principes comptables

La situation arrêtée au 31 décembre 2011, et couvrant une période de douze mois, a été élaborée et présentée conformément aux principes et méthodes comptables admis en France et identiques à ceux de l'exercice précédent.

2-1- Actifs incorporels et corporels

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- | | |
|---|-------------------|
| • Frais de recherche et développement : | Linéaire – 4 ans |
| • Licences informatiques : | Linéaire – 3 ans |
| • Installations générales : | Linéaire – 25 ans |
| ○ Sauf géré par composants | |
| ▪ Gros œuvre | Linéaire – 40 ans |
| ▪ Couverture | Linéaire – 25 ans |
| ▪ Réseaux IGT | Linéaire – 15 ans |
| ▪ Aménagements intérieurs | Linéaire – 20 ans |
| • Autres immobilisations corporelles : | Linéaire – 4 ans |
| • Matériel Informatique : | Linéaire – 2 ans |

Frais de Recherche et de Développement :

Les coûts de développement répondant aux critères définis par le Plan Comptable Général sont comptabilisés en immobilisations incorporelles, et amortis sur leur durée réelle d'utilisation (5 ans au maximum), à compter de leur date de mise en service. Les autres frais de recherche et développement sont enregistrés en charges.

2-2- Immobilisations financières

La valeur d'entrée dans le patrimoine des titres de participation est constituée par le coût d'acquisition, y compris les frais accessoires.

A la date de clôture, la valeur d'entrée est comparée avec la valeur d'inventaire. La valeur d'inventaire des titres de participation est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tenant compte des perspectives d'avenir des filiales :

- Actif net comptable
- Actif net réévalué
- Valeur d'utilité déterminée à partir de l'actualisation des flux futurs de trésorerie net de l'endettement

Si ces critères conduisent à une évaluation de la valeur d'inventaire inférieure à leur valeur historique, une provision est constituée à due concurrence.

Les autres immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'entrée hors frais d'enregistrement.

2-3- Engagements de retraite

Les engagements de retraite et assimilés ne sont pas provisionnés mais indiqués en engagements hors bilan (cf. note 5.1).

Leur évaluation est effectuée selon la méthode des Unités de Crédit Projetées.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes:

- Taux d'actualisation : 4,3 %
- Hypothèse de départ en retraite: à l'initiative du salarié
- Age moyen de départ: 62 ans

2-4- Créances et Dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances et dettes exprimées en monnaie étrangère (hors zone Euro) sont valorisées au cours de la devise le jour de la clôture.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constatée au cas par cas lorsque la créance présente des risques d'irrecouvrabilité.

2-5- Valeur Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan pour leur valeur d'acquisition. Si leur valeur liquidative à la clôture est inférieure à leur valeur comptable, une provision est constatée du montant de la différence.

Dans le cas des actions propres détenues, la constatation de la provision pour dépréciation dépend de l'affectation ou pas des actions aux plans d'attribution gratuite d'actions et d'options d'achat d'actions.

Les titres autodétenus affectés aux plans de performance dont la valeur de réalisation est inférieure à leur valeur comptable font l'objet d'une provision inscrite au passif qui est étalée sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires des plans.

3- Note explicative sur les comptes de bilan

3-1- Actif immobilisé

- Tableau des variations des immobilisations brutes :

IMMOBILISATIONS BRUTES				31/12/2011
	Valeur brute des Immobilisations au début de l'exercice	Acquisitions, créations, apports, virements	Diminution par cession ou mise HS	Valeur brute des Immobilisations au début de l'exercice
Concessions, Brevets et droits similaires	2 063	49		2 113
Fond commercial, mali de fusion	3 622			3 622
Autres immobilisations incorporelles				
Total Immobilisations incorporelles	5 686	49		5 735
Terrains	14			14
Constructions sur sol propre	485			485
Constructions sur sol d'autrui	148	3		151
Install.techn.,mat.,outillage indust.	9			9
Matériel de bureau et informatique, mobilier	182	75		257
Immobilisations corporelles en cours	6	21		28
Total Immobilisations corporelles	844	99		944
Autres participations	46 010	4 551	3 714	46 846
Prêts et autres immobilisations financières	3			3
Total Immobilisations financières	46 013	4 551	3 714	46 850
Total Général	52 543	4 699	3 714	53 528

- Tableau de variation des amortissements :

AMORTISSEMENTS				31/12/2011
	Amortissements début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Amortissements fin d'exercice
Concessions, Brevets et droits similaires	855	423		1 278
Fond commercial, mali de fusion				
Autres immobilisations incorporelles				
Total Immobilisations incorporelles	855	423		1 278
Terrains				
Constructions sur sol propre	111	58		170
Constructions sur sol d'autrui				
Install.techn.,mat.,outillage indust.	23	13		36
Matériel de bureau et informatique, mobilier	103	47		150
Immobilisations corporelles en cours				
Total Immobilisations corporelles	237	119		356
Total Général	1 092	541		1 634

3-1-1- Immobilisations incorporelles

A hauteur de 1.539 k€, les frais de recherche immobilisés sont essentiellement liés au projet de rhéocasting. Compte tenu des essais et séries qui ont été réalisés en 2010, l'amortissement de ces coûts de recherche et développement a débuté au 1^{er} janvier 2010. La durée d'amortissement retenue est de 4 ans.

A hauteur de 3.622 k€, il s'agit d'un mali de fusion consécutif à l'opération de transmission universelle de patrimoine de la SCI Du Plantier de la Reine en 2009.

3-1-2- Immobilisations financières

Les variations des immobilisations financières sont les suivantes :

	31/12/2010	Augmentation	Diminution	31/12/2011
LBQ (Mexique)	17 193			17 193
LBD (Chine)	3 446			3 446
BQM (Mexique)	8 483			8 483
FAB (France)	7 681			7 681
LBH (Hongrie)	1 767			1 767
LBI (Italie)	3 498			3 498
LBO (France)	100			100
Titres de participation	42 168	0	0	42 168
LBH (Hongrie)	0	2 254	2 254	0
LBD (Chine)	936	2 258	960	2 234
LBQ (Mexique)	2 406	38		2 444
FAB (France)	500		500	0
Avances aux filiales	3 842	4 551	3 714	4 678
Autres (*)	3			3
TOTAL	46 013	4 551	3 714	46 849

(*) *Cautions versées.*

Des dotations et des reprises aux provisions pour dépréciation de titres ont été constatées comme suit :

	31/12/2010	Augmentation	Diminution	31/12/2011
Titres LBI	3 498			3 498
Titres LBQ	4 962			4 962
Titres BQM	8 483		1 483	7 000
Provision pour dépréciation des titres	16 943	0	1 483	15 460

Au 31 décembre 2011, la valeur d'inventaire des titres de participation a été déterminée notamment à partir des flux nets futurs actualisés de trésorerie établis à partir du plan moyen terme 2012-2016 à fin 2011 avec un taux d'actualisation de 10% et un taux de croissance à l'infini de 0,5% ; ces deux paramètres étant inchangés par rapport à ceux utilisés en 2010.

Ainsi, les travaux réalisés conduisent à une reprise de provision de 1.483 k€ sur les titres de la filiale mexicaine BQM.

Le solde des avances aux filiales et aux participations se répartit ainsi :

	TOTAL	à – 1 an	2 à 5 ans	+ 5 ans
LBD (Chine)	2 234	2 234		
LBQ (Mexique)	2 444	2 079	365	
FAB (France)	-	-		
TOTAL	4 678	4 313	365	-

3-2- Actif circulant

Toutes les créances d'exploitation sont à échéance de moins d'un an sauf le crédit d'impôt recherche qui est à plus d'un an pour 219 k€

Le poste « autres créances » enregistre notamment

- Des crédits d'impôt recherche et intéressement pour 400 k€.
- Les avances de trésorerie consenties aux filiales du Groupe pour 11.359 k€, dont 1.240 k€ concernent la filiale italienne et sont intégralement dépréciés.

3-3- Actions propres

La société détient des actions propres afin d'assurer la liquidité de ses titres sur le marché et pour couvrir ses obligations dans le cadre de plan d'attribution gratuite d'actions et d'options d'achat d'actions.

	Nb de titres	Coût d'achat	Valeur en K€
Plan d'attribution gratuite d'actions	262 878	7.44	1 956
Plan d'options d'achat d'actions (non affectés)	149 942	7.44	1 116
Contrat de liquidité	6 139	6.80	42
Total	418 959		3 114

Les 149.942 titres non affectés ont été dépréciés par rapport à une valeur liquidative calculée sur le cours moyen du mois de décembre (7,17 €), pour 41 k€.

3-4- Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Ces placements sont sur des supports sans risque, à court terme et sont disponibles.

3-5- Capitaux propres

3.5.1. - Variation des capitaux propres :

	Au 31/12/2010	Affectation résultat	Résultat de l'exercice	Augmentation de capital	Autres variations	Au 31/12/2011
Capital social	10 005					10 005
Prime d'apport	9 826					9 826
Résultat 2010	1 973	- 1 973				-
Réserve légale	1 000					1 000
Réserves indisponibles	-					-
Autres réserves	-					-
Report à nouveau	11 125	1 973				13 098
Provision règlementée (*)	239				241	480
Résultat 31/12/2011			5 348			5 348
SOUS TOTAL AU BILAN	34 168	-	5 348		241	39 757

Dividendes

(*) Cf. 3.5.4

3.5.2. - Capital social :

Le capital est composé de 6.582.120 actions à 1,52 € de nominal.

3.5.3. - Options d'achat d'actions et attribution gratuite d'actions au profit des salariés :

L'AG du 24/05/2011 a autorisé le Conseil d'administration à mettre en place un plan d'options d'achat d'actions et un plan d'attribution gratuite d'actions. Le conseil d'administration du 28/06/2011 en a défini les modalités.

Les caractéristiques des plans sont les suivantes:

- Plan d'options d'achat d'actions :
 - Prix d'exercice : 7,83 €,
 - Nb d'options : 365.308,
 - Valeur retenue comme assiette pour la contribution sociale : 633 k€,
 - Nombre d'options attribuées en cours d'exercice : 0,
 - Nombre d'options cumulées attribuées : 0,
 - L'exercice des options sera possible à partir du 28/06/2013 (et jusqu'au 28/06/2017) et est soumis à des conditions de performance et de présence à cette date.

Au 31/12/2011, la société a acquis 149.942 titres au cours moyen de 7,44 € destinés à alimenter le plan. L'exercice de ces options n'est pas probable à la clôture car le cours de clôture est inférieur au cours d'exercice. Les titres acquis n'ont donc pas été affectés au plan. Ils ont fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 41 k€.

- Plan d'attribution gratuite d'actions :
 - Nb d'actions : 263.284
 - Valeur retenue comme assiette pour la contribution sociale : 1.769 k€,
 - Nombre d'actions attribuées en cours d'exercice : 0,
 - Nombre d'actions cumulées attribuées : 0,
 - Les actions seront définitivement acquises le 28/06/2013, pour les bénéficiaires présents à cette date et sous réserve que les conditions de performance soient atteintes.

Au 31/12/2011, la société a acquis et affecté au plan 262.878 titres au cours moyen de 7,44 €. La société a comptabilisé au titre de l'exercice une provision de 517 k€.

3.5.4. - Provisions réglementées

Un amortissement dérogatoire, lié à la levée d'option du crédit bail immobilier en 2009 a été constaté pour 480 k€

3.5.5. - Provisions:

PROVISIONS					
	Solde au 31/12/2010	Dotations de la période	Reprise période (provision utilisée)	Reprise période (provision non utilisée)	Solde au 31/12/2011
Provisions pour investissement	0				0
Provisions pour implantation à l'étranger	0				0
Amortissements dérogatoires	239	241			480
Total Provisions réglementées	239	241	0	0	480
Provision pour litige social	67		43	24	0
Provision pour litige fiscal	20				20
Provision pour perte de change	36		36		0
Provision pour charges de restructuration	0				0
Provision pensions, obligations similaires	0	517			517
Autres provisions pour risques et charges	0	120			120
Total Provisions pour risques et charges	123	637	79	24	657
Provision pour dépréciations de titres	16943			1483	15 460
Provisions pour dépréciations clients	0	61			61
Autres provisions pour dépréciations	442	839			1 281
Total Provisions pour dépréciations	17 385	900	0	1 483	16 802
TOTAL GENERAL	17 746	1 778	79	1 507	17 939
Dont dotations et reprises:					
d'exploitation		578		67	
financières		839		1519	
exceptionnelles		361			

La provision constituée dans le cadre de l'attribution gratuite d'actions gratuite est présentée sous la rubrique « Provision pour pensions et obligations similaires ». La dotation correspondante comptabilisée en 2011 dans le résultat d'exploitation est de 517 k€.

La dépréciation du compte Omniun de la filiale LBI est enregistrée en « Autres provisions pour dépréciations ».

3-6- Dettes financières**3.6.1. - Echéances des dettes financières:**

	TOTAL	à - d'un an	2 à 5 ans	à + de 5 ans
Dettes bancaires à moyen terme	14 166	2 960	10 231	975
Intérêt Courus Non Echus	104	104		
Concours bancaires courants	0	0		
Concours trésorerie groupe	15 027	15 027	0	0
TOTAL	29 297	18 091	10 231	975

3.6.2. - Ventilation des dettes financières à moyen terme par nature :

	31/12/2011	31/12/2010	Nature des garanties
Emprunt taux fixe avec garantie		0	
Emprunt taux fixe sans garantie	7 373	5 508	
Emprunt taux variable avec garantie	2 235	2 707	-Hypothèque sur immobilier et nantissement de titres
Emprunt taux variable sans garantie	4 558	5 860	
Intérêts courus	104	111	
TOTAL	14 270	14 187	

Tous les emprunts sont libellés en euros.

Ils ne comportent aucune clause contractuelle liée aux covenants.

3-7- Dettes d'exploitation

Toutes les dettes d'exploitation sont à échéance de moins d'un an sauf le compte courant d'intégration fiscale avec les Fonderies et Ateliers du Bélier qui est à plus d'un an pour 30 k€.

3-8- Produits à recevoir et charges à payer

31/12/2011

Produits à recevoir

Créances clients et comptes rattachés	1 500
Autres créances	0
Créances sociales et fiscales	16

Charges à payer

Emprunts auprès des établissements de crédit	104
Emprunts et dettes diverses	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	197
Dettes fiscales et sociales	2 356
Autres dettes	125

4- Renseignements concernant les postes du compte de résultat**4-1- Chiffre d'affaires**

LE BELIER, en tant que tête de groupe, assure une fonction de direction pour le compte de ses filiales. Les frais de groupe qu'elle refacture à ses filiales en rémunération de cette fonction lui assure l'essentiel de son chiffre d'affaires.

	Pays	Au 31/12/11	Au 31/12/10
UE	France	2 146	1 918
	Italie	0	0
	Hongrie	7 441	6 151
Hors UE	Chine	1 115	1 035
	Mexique	2 158	1 790
	Serbie	1 697	1 468
TOTAL		14 557	12 362

4-2- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont notamment constitués de reprises pour provisions sur litiges salariaux pour 67 k€ et des transferts de charges pour 583 k€. Pour 518 k€, ces transferts de charges correspondent à la provision pour attribution gratuite d'action comptabilisée en charges de personnel.

4-3- Autres achats et charges

Ce poste enregistre principalement des frais de déplacement, des honoraires dans le cadre de missions et d'études et des assurances.

4-4- Impôts et taxes

Aucun événement significatif n'est intervenu au cours de l'exercice.

4-5- Salaires et charges sociales

Au vu des résultats du groupe et de l'accord d'intéressement en vigueur, un intéressement a été comptabilisé au titre de l'exercice pour 691 k€ charges sociales comprises.

Au titre du droit individuel à la formation, le volume d'heures cumulées à fin 2011 est de 7.673 contre 7.221 en 2010 et le volume d'heures non utilisées est de 6.531 en 2011 contre 6.104 en 2010.

4-6- Effectifs fin de période

Effectif au 31/12/11	Ouvriers	Cadres	E.T.A.M.	TOTAL	Rappel 31/12/10
Hommes	0	56	23	79	68
Femmes	0	13	6	19	18
TOTAL	0	69	29	98	86

4-7- Frais de recherche et développement

En 2011 le montant des frais de recherche et développement directement enregistrés en résultat s'élève à 678 k€, dont 625 k€ de frais de personnel contre respectivement 901 k€ et 841 k€ en 2010.

4-8- Résultat financier

	31/12/2011	31/12/2010
Dividendes reçus des filiales	4 475	1 354
Intérêts facturés aux filiales	310	246
Reprises dépréciation sur Immo financières	1 483	4 658
Reprises provision R&C Financières	36	2 940
Autres produits financiers et gains de change	477	674
Total produits financiers	6 781	9 873
Dotations dépréciation sur Immo financières		3 883
Dotations provision R&C Financières	839	477
Intérêts des emprunts	524	430
Intérêts sur concours courants	214	125
Autres charges financières et pertes de change	201	2 955
Total charges financières	1 778	7 870

Un complément de provision sur le compte courant avec la filiale italienne est comptabilisée pour 798 k€. Le résultat financier comprend également 214 k€ de charges d'intérêt sur concours bancaires groupe.

Par ailleurs, la société a repris pour 1.483 k€ la dépréciation des titres de sa filiales BQM (cf.3-1-2)

4-9- Résultat exceptionnel

Les produits exceptionnels correspondent pour 45 k€ à la refacturation à une filiale de frais exceptionnels facturés par un client à la Holding.

Les charges exceptionnelles correspondent pour 12 k€ à un rappel de cotisations dues en Allemagne, pour 45 k€ à des indemnités facturées par un client et imputable à une filiale, pour 241 k€ aux amortissements dérogatoires liés à la levé d'option en 2009 sur le crédit bail immobilier et pour 120 k€ une dotation pour risques et charges liée au contrôle URSSAF en cours.

4-10- Impôt sur les bénéfices

Accroissement ou allègement de la dette future d'impôt :

Nature des différences	31/12/2011	31/12/2010
Accroissements		
Provision pour implantation étranger Mexique	-	-
Provision pour investissement	-	-
Base totale	-	-
Accroissement de la dette future d'impôt	-	-
Charges non déductibles temporairement		
Provison pertes de change	-	36
Effort construction	-	-
Organic	23	19
Participation	-	-
Charges déduites (produits imposés) fiscalement mais non encore comptablement		
Ecart sur valeur liquidative / OPCVM	-	1
Ecart sur valeur liquidative / SWAP	-	-
Ecart de conversion actif	-	36
Ecart de conversion passif	584	186
Autres allègements futurs		
Déficits reportables en avant	5 206	5 181
Retraitement Crédit Bail Immobilier	1 570	1 809
Moins values à long terme	-	-
Base totale	7 383	7 196
Allègement de la dette future d'impôt	2 461	2 398

En 2011, la société comptabilise des crédits d'impôts (recherche, intéressement, apprentissage) pour 197 k€.

LE BELIER « Tête de groupe » applique le régime de l'intégration fiscale avec ses filiales Fonderies et Ateliers du Bélier et LBO depuis le 01/01/2005.

4-11- Rémunération des dirigeants

En raison de leurs fonctions de membre du Conseil d'Administration, ces derniers ont perçu une rémunération de 1.016 k€.

5- Informations diverses**5-1- Engagements hors bilan**

	31/12/2011	31/12/2010
<u>1- Engagements liés au périmètre du groupe:</u>		
Néant		
<u>2- Engagements liés au financement de la société</u>		
Engagements donnés		
Crédit bail et locations	465	411
Dettes assorties de garanties:		
Caution et nantissement de titres de participation	762	762
Hypothèque sur Immobilier	1 473	1 945
Engagements reçus		
Par des tiers (*) – Remboursement dettes	2 235	2 707
<u>3- Engagements liés aux activités opérationnelles de la société</u>		
Engagements donnés :		
Avals et cautions (au profit de filiales)	26 662	29 344
Avantages postérieurs à l'emploi calculé sur la base de la méthode rétrospective avec salaires de fin de carrière et anciennetés actuelles, charges sociales incluses	1 022	865
Dettes assorties de garanties:		
Engagement de substitution	401	859

(*) Dont 1.473 k€ reçu de la société Le Bélier Participations SAS.

5-2- Exposition au risque de change

Les actifs valorisés en devise correspondent aux titres de participation. Toutes les créances et les dettes sont en Euro à l'exception d'une créance commerciale de 2.316 kUSD sur la filiale LBQ, 1.335 kUSD sur la filiale BQM, 975 kUSD sur la filiale LBD, et d'une dette commerciale de 10 kUSD sur la filiale BQM, de 18 kUSD sur la filiale LBQ.

5-3- Engagements de crédits baux

Engagements de crédit-bail	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	jusqu'à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total	
Licences SAP	127	590	77	115		191	0
Total	127	590	77	115	0	191	0

Si les biens avaient été acquis par l'entreprise :

Biens en crédit bail	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		2011	Cumulés	
Terrains	29	0	0	29
Construction	571	21	309	262
Licences SAP	587	10	587	0
Total	1187	31	896	291

5-4- Filiales et participations

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2011

Filiales	Capital	Capitaux Propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (en %)
FONDERIES ET ATELIERS DU BELIER Activité : Fonderie d'Alliages légers	2 574	-958	99,99%
LE BELIER HONGRIE Activité : Fonderie d'Alliages légers	4 602	52 902	40,50%
LE BELIER DALIAN Activité : Fonderie d'Alliages légers	4 251	4 440	80,51%
BMP MANFREDONIA SpA Activité : Fonderie d'Alliages légers	10	-662	100%
LBQ FOUNDRY S.A. DE C.V. Activité : Fonderie d'Alliages légers	19 142	-19 501	93,21%
BQM MACHINING S.A. DE C.V. Activité : Usinage	8 483	-11 843	99,99%
LBO SARL Activité : Location de machines	8	63	100%

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
<i>Valeur comptable des titres détenus</i>			-	-
Brute:	7 781	34 387	-	-
Nette:	7 781	18 927	-	-
Montant des prêts et avances accordés	2 550	13 487	-	-
Montant des cautions et avals donnés	1 021	25 641	-	-
Montant des dividendes encaissés	200	4 275	-	-

Certaines informations n'ont pas été fournies en raison du préjudice pouvant résulter de leur divulgation.

5-5- Entreprises liées

BILAN	31/12/2011	31/12/2010
<u>Actif hors titres de participation</u>		
Créances sur participation	4 678	3 842
Clients	9 950	7 370
Autres créances	10 119	10 560
<u>Passif</u>		
Emprunts et dettes	15 179	15 179
Fournisseurs	276	221
Autres dettes et régularisations	124	178
<u>COMPTE DE RESULTAT</u>		
Frais financiers	214	3 444
Produits financiers	4 950	4 645

5-6- Identité de la société mère consolidant les comptes de la société.

Les comptes de la société LE BELIER sont consolidés par la méthode d'intégration globale par la société Le Bélier Participations.

6- Tableau de financement

	2011		2010
	<u>Réel</u>		<u>Réel</u>
EMPLOIS			
Investissements et augmentation des créances financières	948		536
Remboursement emprunt	2 917		124
Réduction capitaux propres	-		-
Dividendes	-		-
Variation du besoin en fond de roulement	3 619		
	7 484		660
RESSOURCES			
Capacité d'autofinancement	6 081		2 154
Cession d'immobilisations et diminution de créances financières	500		724
Augmentation du capital	-		11 791
Emprunts nouveaux	3 000		812
Variation du besoin en fond de roulement	-		885
	9 581		16 366
Ressources nettes	2 097		15 706
Emplois nets			
Trésorerie ouverture	15 267	-	439
Trésorerie clôture	17 364		15 267
Variation Trésorerie	2 097		15 706

ACEFI CL
48, avenue du Président-Wilson
75116 Paris
S.A.R.L. au capital de € 220.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Le Bélier

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Le Bélier, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les titres de participation figurant à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les modalités présentées dans la note 2.2 de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons procédé à l'appréciation des éléments pris en considération pour les estimations de la valeur d'inventaire et, le cas échéant, vérifié le calcul des provisions pour dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 5 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

ACEFI CL

ERNST & YOUNG Audit

Delphine Méheut

Laurent Chapoulaud

Attestation du responsable du rapport financier annuel 2011

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le 5 avril 2012

Philippe DIZIER
Directeur Général